



CONSEIL COMMUNAL DU 9 FÉVRIER 2023
GEMEENTERAAD VAN 9 FEBRUARI 2023

REGISTRE
REGISTER

Présents
Aanwezig

Didier Gosuin, *Président/Voorzitter* ;
Sophie de Vos, *Bourgmestre/Burgemeester* ;
Elise Willame, Eloïse Defosset, Florence Couldrey, Didier Molders, Matthieu Pillois, Michel Blampain, Lieve Jorens, *Échevin-e-s/Schepenen* ;
Jeannine Crucifix, Isabelle Désir, Jean-Claude Vitoux, Christian Grétry, Marc Vandame, Stéphanie Paulissen, Marie-Pierre Bauwens, Pauline Vermeiren, Christine Bogaert, Martine Maelschalck, François Lebovy, Carinne Lenoir, Vincianne Lerate, Cécile Henrard, Ivo Van Ginneken, *Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden* ;
Etienne Schoonbroodt, *Secrétaire communal/Gemeentesecretaris*.

Excusés
Verontschuldigd

Alain Lefebvre, *Échevin-e/Schepen* ;
Véronique Artus, Christophe Magdalijns, Valérie Cops, Vanessa Rigodanzo, Anastasia Bakounine, Nathalie Wyns, *Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden*.

Ouverture de la séance à 20:00
Opening van de zitting om 20:00

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

09.02.2023/A/0001

Secrétariat

Procès-verbal de la séance du Conseil communal du 22.12.2022 - Approbation

LE CONSEIL,
Vu la nouvelle loi communale, les articles 108 et 108bis ;
Vu son règlement d'ordre intérieur, les articles 49, 50 et 51 ;
Vu le projet de procès-verbal ;
DECIDE
d'approuver le procès-verbal de la séance du Conseil communal du 22.12.2022.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
24 votants : 24 votes positifs.

Secretariaat

Proces-verbaal van de Gemeenteraadszitting van 22.12.2022 - Goedkeuring

DE RAAD,
Gelet op het nieuwe gemeentewet, artikelen 108 en 108bis
Gelet op zijn huisoudelijke reglement, artikelen 49, 50 en 51 ;
Gelet op het voorstel van proces-verbaal ;
BESLIST
om het proces-verbaal van de zitting van de Gemeenteraad op 22.12.2022 goed te keuren.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
24 stemmers : 24 positieve stemmen.

Communications : Liste des marchés passés par procédure négociée.

LE CONSEIL,

Vu les articles 234 à 236 de la Nouvelle Loi communale ;

Considérant la passation des marchés suivants par le Collège :

- **#002/06.12.2022/B/0024#** - Achat de mobilier pour la bibliothèque du centre 2022 - procédure négociée sur simple facture acceptée
- **#002/06.12.2022/B/0025#** - Cycle d'ateliers d'écriture 2023 à la bibliothèque du centre : désignation de l'adjudicataire. Marché de faible montant
- **#002/06.12.2022/B/0053#** - Achat de 3 paires de poteaux de volley-ball pour le Gymnasium - Marché de fournitures de faible montant - Approbation de la dépense - Désignation de l'adjudicataire
- **#002/06.12.2022/B/0064#** - Acquisition de mobilier urbain – Procédure négociée sans publication préalable – Marché à lots – désignation des adjudicataires
- **#002/06.12.2022/B/0068#** - Rénovation de la rue des Pêcheries - Désignation de l'adjudicataire - Approbation de la dépense
- **#002/06.12.2022/B/0070#** - Achat d'arceaux vélos pour devant le centre culturel - Approbation de la dépense - Désignation de l'adjudicataire.
- **#002/13.12.2022/B/0003#** - Printemps de l'Emploi 2023 - Attribution du marché par procédure négociée sans publicité pour un atelier « Assertivité ».
- **#002/13.12.2022/B/0009#** - Fourniture de différentes sortes de chips pour les différentes réceptions organisées par l'Administration communale pour l'année 2023 - Marché de faible montant - Approbation du marché et de la dépense - Désignation de l'adjudicataire.
- **#002/13.12.2022/B/0010#** - Fourniture de vin rouge, vin blanc, mousseux pour les différentes réceptions organisées par l'Administration communale pour l'année 2023 - Marché de faible montant - Approbation du marché et de la dépense - Désignation de l'adjudicataire.
- **#002/13.12.2022/B/0023#** - Achat de mobilier pour la bibliothèque du centre 2022 - procédure négociée sur simple facture acceptée
- **#002/13.12.2022/B/0024#** - Balade littéraire avec des autrices de BD à la bibliothèque du centre le 17/03/2023 (marché de faible montant) et organisation d'un drink
- **#002/13.12.2022/B/0027#** - Participation citoyenne : projet n°8 "Créer la première bibliothèque de mangas en Belgique" - Achat de mangas pour les bibliothèques francophones pour un montant de 4.994,91€TTC
- **#002/13.12.2022/B/0031#** - Activités Parascolaires: Encadrement d'ateliers créatifs de langue en néerlandais les mercredis après-midi durant les activités socio-culturels durant l'année 2023
- **#002/13.12.2022/B/0053#** - Achat d'imprimantes à ticket - Approbation de la dépense - Désignation de l'adjudicataire.
- **#002/13.12.2022/B/0082#** - Printemps de l'Emploi 2022 - Attribution du marché par procédure négociée sans publicité pour l'atelier « l'estime de soi ».
- **#002/13.12.2022/B/0083#** - Printemps de l'Emploi 2023 - Attribution du marché par procédure négociée sans publicité pour deux ateliers sur le thème «

Changement et résilience ».

- **#002/13.12.2022/B/0084#** - Printemps de l'Emploi 2023 - Attribution du marché par procédure négociée sans publicité pour l'atelier "Et si j'osais m'affirmer ?».
- **#002/13.12.2022/B/0085#** - Printemps de l'Emploi 2023 - Attribution du marché par procédure négociée sans publicité pour l'atelier « Elevator pitch :technique de communication rapide ».
- **#002/13.12.2022/B/0086#** - Printemps de l'Emploi 2023 - Attribution du marché par procédure négociée sans publicité pour l'atelier « Langage corporel et application des techniques pour présentation ».
- **#002/13.12.2022/B/0087#** - Printemps de l'Emploi 2023 - Attribution du marché par procédure négociée sans publicité pour l'atelier « Les 100 questions les plus posées lors de l'entretien d'embauche ».
- **#002/13.12.2022/B/0088#** - Printemps de l'Emploi 2023 - Attribution du marché par procédure négociée sans publicité pour l'atelier « Motivationnel ».
- **#002/13.12.2022/B/0089#** - Printemps de l'Emploi 2023 - Attribution du marché par procédure négociée sans publicité pour l'atelier « Préparation par simulation à l'entretiens d'embauche ».
- **#002/13.12.2022/B/0090#** - Printemps de l'Emploi 2023 - Attribution du marché par procédure négociée sans publicité pour l'atelier « Réalisation d'un CV Vidéo ».
- **#002/13.12.2022/B/0091#** - Printemps de l'Emploi 2023 - Attribution du marché par procédure négociée sans publicité pour un atelier « Booster sa recherche d'emploi à travers les réseaux sociaux ».
- **#002/13.12.2022/B/0092#** - Printemps de l'Emploi 2023 - Attribution du marché par procédure négociée sans publicité pour un atelier « Se réinventer par la découverte de ses forces ».
- **#002/13.12.2022/B/0093#** - Printemps de l'Emploi 2023 - Attribution du marché par procédure négociée sans publicité pour un atelier « chercher son chemin et se mettre en action».
- **#002/13.12.2022/B/0097#** - Acquisition de corbeilles en métal laqué - Procédure négociée sans publication préalable — Désignation de l'adjudicataire
- **#002/13.12.2022/B/0102#** - Achat de deux vélos électriques et d'une remorque pour vélos - Approbation de la dépense - Désignation de l'adjudicataire.
- **#002/13.12.2022/B/0104#** - Location, livraison, montage et démontage de tonnelles pour le Marché de Noël des Minis-Entreprises sur le site de Rouge Cloître les 17 et 18/12/2022- Marché par procédure négociée sans publicité - Attribution
- **#002/13.12.2022/B/0118#** - Achat d'un serveur pour remplacer 3 serveurs physiques hyperv - Procédure négociée sur simple facture acceptée - Approbation de la dépense - Désignation de l'adjudicataire.
- **#002/13.12.2022/B/0120#** - Achats informatiques via le E_catalogue du CIRB - liste du matériel à acheter – Approbation de la dépense - Désignation d'un adjudicataire.
- **#002/20.12.2022/B/0005#** - Placement de films UV sur les fenêtres de la Bibliothèque du centre, de la Maison communale et de la Maison de la prévention et des solidarités - Marché de travaux de faible montant – Désignation de l'adjudicataire - Approbation de la dépense
- **#002/20.12.2022/B/0027#** - Participation citoyenne -Communication visuelle

(vidéos FR + NL) en motion design pour la campagne de communication du Budget partagé d'Auderghem 2023 – Désignation du prestataire

- **#002/20.12.2022/B/0029#** - Élaboration, mise en place et suivi des dispositifs de participation citoyenne : plateforme participative en ligne – Accord pour la commande de services et l'engagement des frais
- **#002/20.12.2022/B/0031#** - Activités parascolaires - Cours d'escalade le mercredi après-midi - Marché public de faible montant conclu par facture acceptée - période du 1er janvier au 31 décembre 2023 - Désignation du prestataire de service.
- **#002/20.12.2022/B/0032#** - Activités parascolaires - Cours de Judo le mercredi après-midi - Marché public de faible montant conclu par facture acceptée - période du 1er janvier au 31 décembre 2023 - Désignation du prestataire de service.
- **#002/20.12.2022/B/0033#** - Activités parascolaires - Cours de Natation le mercredi après-midi - Marché public de faible montant conclu par facture acceptée - période du 1er janvier au 31 décembre 2023 - Désignation du prestataire de service.
- **#002/20.12.2022/B/0034#** - Centre scolaire du Souverain - Achat de jeux d'extérieurs - Marché de faible montant sur simple facture acceptée.
- **#002/20.12.2022/B/0035#** - Centres scolaires communaux - Achat de matériel d'équipement et mobilier - Accord-cadre pluri-annuel avec remise en concurrence - désignation du fournisseur.
- **#002/20.12.2022/B/0036#** - Centres scolaires communaux - Mise à disposition d'une application web permettant aux directions, enseignants et secrétariats des 4 centres scolaires communaux de communiquer avec les familles des enfants fréquentant ceux-ci - Marché de faible montant sur simple facture acceptée et demande de modification budgétaire.
- **#002/20.12.2022/B/0053#** - Marché de service conjoint avec l'Administration communale de Woluwe-Saint-Pierre ayant pour objet : "La réalisation de la thermographie aérienne du territoire de la commune d'Auderghem et de Woluwe-Saint-Pierre » - Procédure négociée sans publication préalable - Attribution du marché - S.A.S ACTION COMMUNICATION
- **#002/20.12.2022/B/0059#** - Achat de sacs de sports - Marché de fournitures de faible montant - Approbation de la dépense - Désignation de l'adjudicataire
- **#002/20.12.2022/B/0087#** - Immeuble 28 avenue Charles Brassine (étage 1). Réparations en urgence de la chaudière à gaz. Marché de travaux de faible montant.
- **#002/20.12.2022/B/0090#** - Immeuble 57 boulevard du Triomphe. Réparations en urgence de la chaudière à gaz. Marché de travaux de faible montant.
- **#002/20.12.2022/B/0091#** - Immeuble 73 boulevard du Triomphe. Réparations en urgence de la chaudière à gaz. Marché de travaux de faible montant.
- **#002/20.12.2022/B/0096#** - Remplacement de châssis au rez de chaussée de la cure Sainte Anne - Marché de faible montant – Désignation de l'adjudicataire - Modification budgétaire
- **#002/20.12.2022/B/0098#** - Remplacement des 4 châssis du bureau de la Voirie - Marché de faible montant - Désignation de l'adjudicataire
- **#002/20.12.2022/B/0099#** - Remplacement du boiler de l'appartement du concierge au Centre d'Art - marché de fourniture de faible montant par facture

acceptée - approbation de la dépense - désignation de l'adjudicataire - modification budgétaire

- **#002/20.12.2022/B/0100#** - Services de mission d'ingénieur conseil en stabilité destiné à analyser une portion du mur d'enceinte du cimetière communal qui se fissure ainsi que le local administratif ou un des mur du local présente aussi des fissures anormales - marché de service de faible montant par facture acceptée - Approbation de la dépense
- **#002/20.12.2022/B/0102#** - Désignation du fournisseur (Tutti Frutti asbl) pour donner une séance d'information et organiser 3 ateliers lors de la journée d'étude/expérience sur le multilinguisme dans l'éducation et la formation
- **#002/20.12.2022/B/0103#** - Achat de matériel de jeu éducatif au profit des apprenants du NT2 et des activités du NT2 dans la bibliothèque néerlandophone
- **#002/20.12.2022/B/0104#** - Achat de sacs à dos de lecture pour la bibliothèque néerlandophone
- **#002/22.12.2022/B/0004#** - Conférence à la ludothèque le 27/01/2023 : "La place des femmes dans le monde du jeu de société : enjeux et changements" - marché de services - procédure négociée sur simple facture acceptée - désignation des prestataires
- **#002/22.12.2022/B/0005#** - Désignation d'un prestataire pour l'animation du "On lit bébé" le 14/01/2023 à la bibliothèque du centre - procédures négociées sur simple facture acceptée
- **#002/10.01.2023/B/0083#** - Achat de pneus pour les véhicules - Procédure Négociée sans publication préalable - Fixation des conditions - Approbation du CSC et de la dépense - Désignation des firmes à consulter
- **#002/17.01.2023/B/0015#** - Mission de géomètre concernant le relevé topographique et d'implantation des constructions relatif à une parcelle sise chaussée de Wavre 1975 - Marché de faible montant - Désignation de l'adjudicataire
- **#002/17.01.2023/B/0065#** - Achat de lubrifiants pour le service garage - Marché de fournitures par procédure négociée sans publication préalable - Approbation du cahier des charges et de la dépense - Désignation des firmes à consulter
- **#002/17.01.2023/B/0069#** - Acquisition d'échelles et d'échafaudages - Marché de faible montant - Fixation des conditions - Approbation du CSC et de la dépense - Désignation des firmes à consulter
- **#002/17.01.2023/B/0072#** - Reproduction de clés et accessoires - Marché de fournitures de faible montant - Fixation des conditions - Approbation du CSC et de la dépense - Désignation des firmes à consulter
- **#002/17.01.2023/B/0074#** - Suivi de chantier rénovation Daniel Boon - Marché de faible montant - Fixation des conditions - Approbation de la dépense et du cahier des charges - Désignation des firmes à consulter
- **#002/17.01.2023/B/0086#** - Acquisition de plaques en polyméthacrylate de méthyle - Marché de fournitures de faible montant - Fixation des conditions - Approbation du CSC et de la dépense - Désignation des firmes à consulter

PREND ACTE :

- de la passation des marchés de moins de 140.000€ susmentionnés ;
- des décisions du Collège échevinal s'y rapportant.

La présente délibération sera transmise à Monsieur le Receveur communal avec les pièces justificatives, ainsi qu'à l'attention du Ministre de la Région de Bruxelles-

Le Conseil est informé.

Secretariaat

Mededelingen : Lijst van opdrachten gegund via onderhandelingsprocedure.

DE RAAD,

Gelet op artikelen 234 tot 236 van de Nieuwe Gemeentewet ;

Gezien de volgende opdrachten gegund werden door het Schepencollege:

- **#002/06.12.2022/B/0024#** - Aankoop van meubilair voor de bibliotheekdienst 2022 en spellenbibliotheek - overheidsopdracht van beperkte waarde - Aanvaarde factuur
- **#002/06.12.2022/B/0025#** - 2023 workshopreeks schrijven in de bibliotheek van het centrum - gunning van de opdrachtnemer - overheidsopdracht van beperkte waarde
- **#002/06.12.2022/B/0053#** - Aankoop van 3 paren volleybalpalen voor het gymnasium - Overheidsopdracht voor leveringen van beperkte waarde - Goedkeuring van de uitgave - Aanduiding van de aanbesteder
- **#002/06.12.2022/B/0064#** - Aankoop van stadsmeubilair - Onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking - Opdracht onderverdeeld in percelen - Aanduiding van de aanbesteders
- **#002/06.12.2022/B/0068#** - Herinrichting van Visserijstraat - Aanwijzing van de opdrachtnemer - Gunning van de uitgave
- **#002/06.12.2022/B/0070#** - Aankoop van fietsrekken voor het cultureel centrum - Goedkeuring van de uitgave - Aanwijzing van de opdrachtnemer.
- **#002/13.12.2022/B/0003#** - Joblente 2023 - Gunning van de overheidsopdracht van beperkte waarde voor de workshop "Assertiviteit"
- **#002/13.12.2022/B/0009#** - Levering verschillende soorten chips voor de verschillende recepties georganiseerd door het gemeentebestuur - Opdracht via overheidsopdracht van beperkte waarde - Goedkeuring van de uitgave - Aanduiding van de aanbesteder.
- **#002/13.12.2022/B/0010#** - Levering van rode wijn, witte wijn, schuimwijn voor de verschillende recepties georganiseerd door het Gemeentebestuur voor het dienstjaar 2023 - Opdracht via overheidsopdracht van beperkte waarde - Goedkeuring van de opdracht en van de uitgave - Aanduiding van de aanbesteder.
- **#002/13.12.2022/B/0023#** - Aankoop van meubilair voor de bibliotheekdienst 2022 en spellenbibliotheek - overheidsopdracht van beperkte waarde - Aanvaarde factuur
- **#002/13.12.2022/B/0024#** - Literaire wandeling met vrouwelijke stripauteurs in de bibliotheek van het centrum op 17/03/2023 (overheidsopdracht van beperkte waarde)
- **#002/13.12.2022/B/0027#** - Burgerparticipatie: project nr. 8 "Oprichting van de eerste mangabibliotheek in België" - Aankoop van manga's voor Franstalige bibliotheken voor een bedrag van € 4.994,91 inclusief btw.
- **#002/13.12.2022/B/0031#** - Buitenschoolse activiteiten: Begeleiding van creatieve taalworkshops Nederlands op woensdagmiddag tijdens de sociaal-culturele activiteiten in het jaar 2023
- **#002/13.12.2022/B/0053#** - Aankoop van bonprinters - Overheidsopdracht

voor leveringen van beperkte waarde - Goedkeuring van de uitgave - Aanduiding van de aanbesteder

- **#002/13.12.2022/B/0082#** - Joblente 2023 - Gunning van de overheidsopdracht van beperkte waarde voor de workshop "Zelfvertrouwen"
- **#002/13.12.2022/B/0083#** - Joblente 2023 - Gunning van de overheidsopdracht van beperkte waarde voor twee workshops : "Verandering en veerkracht"
- **#002/13.12.2022/B/0084#** - Joblente 2026 - Gunning van de overheidsopdracht met beperkte waarde - "En als ik me durfde te laten gelden?"
- **#002/13.12.2022/B/0085#** - Joblente 2023 - Gunning van de overheidsopdracht van beperkte waarde voor de workshop : "Elevator pitch : techniek voor snelle communicatie"
- **#002/13.12.2022/B/0086#** - Joblente 2023 - Gunning van de overheidsopdracht van beperkte waarde : Lichaamstaal en toepassing van presentatietechnieken
- **#002/13.12.2022/B/0087#** - Joblente 2023 - Gunning van de opdracht via onderhandelingsprocedure zonder reclame voor de workshop "De 100 meest gestelde vragen tijdens het sollicitatiegesprek"
- **#002/13.12.2022/B/0088#** - Joblente 2023 - Gunning van de overheidsopdracht van beperkte waarde voor de workshop "Motivatie"
- **#002/13.12.2022/B/0089#** - Joblente 2023 - Gunning van de opdracht volgens de onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking voor de workshop "Voorbereiding door simulatie op sollicitatiegesprekken"
- **#002/13.12.2022/B/0090#** - Joblente 2023 - Gunning van de overheidsopdracht van beperkte waarde voor de workshop "Een video CV maken"
- **#002/13.12.2022/B/0091#** - Joblente 2023 - Gunning van de overheidsopdracht van beperkte waarde voor de workshop ""Je zoektocht naar werk promoten via sociale netwerken""
- **#002/13.12.2022/B/0092#** - Joblente 2023 - Gunning van de overheidsopdracht van beperkte waarde voor de workshop: "Jezelf opnieuw uitvinden door het ontdekken van je sterke punten"
- **#002/13.12.2022/B/0093#** - Joblente 2023 - Gunning van de overheidsopdracht van beperkte waarde voor de workshop: "de weg vinden en in actie komen".
- **#002/13.12.2022/B/0097#** - Aankoop van vuilnisbakken in gelakt metaal - Onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking - Aanduiding van de aanbesteder
- **#002/13.12.2022/B/0102#** - Aankoop van twee elektrische fietsen en fiets-transportaanhanger - Goedkeuring van de uitgave - Aanwijzing van de opdrachtnemer.
- **#002/13.12.2022/B/0104#** - Huur, levering, montage en demontage van vouwtenten voor de Mini-Bedrijven Kerstmarkt op de site Rode Klooster op 17 en 18/12/2022 - Onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking - Gunning
- **#002/13.12.2022/B/0118#** - Aankoop van een server ter vervanging van 3 fysieke hyperv servers - Onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking - Goedkeuring van de uitgave - aanduiding van de opdrachtgever.
- **#002/13.12.2022/B/0120#** - Aankopen voor informatica via de E_catalogus van het CIBG - lijst van aan te kopen materiaal - goedkeuring van de uitgave - Aanduiding van de opdrachtgever.

- **#002/20.12.2022/B/0005#** - Plaatsing van UV-folie op de vensters van de centrum bibliotheek, van het gemeentehuis en het huis van Preventie en Solidariteit - Overheidsopdracht van beperkte waarde - Aanduiding van de opdrachtnemer - Goedkeuring van de uitgave
- **#002/20.12.2022/B/0027#** - Burgerparticipatie - Visuele communicatie (videos FR + NL) in motion design voor de communicatiecampagne van de burgerraadpleging in Oudergem 2023 - Keuze van de opdrachtnemer
- **#002/20.12.2022/B/0029#** - Ontwikkeling, uitvoering en monitoring van burgerparticipatieregelingen: online participatieplatform - Akkoord om diensten te bestellen en kosten te maken
- **#002/20.12.2022/B/0031#** - Buitenschoolse activiteiten - Klimcursus op woensdagmiddag - Overheidsopdracht van beperkte waarde - periode van 1 januari tot 31 december 2021 - Aanwijzing van de dienstverlener.
- **#002/20.12.2022/B/0032#** - Buitenschoolse activiteiten - Judolessen op woensdagmiddag - Overheidsopdracht van beperkte waarde - periode van 1 januari tot 31 december 2021 - Aanwijzing van de dienstverlener.
- **#002/20.12.2022/B/0033#** - Buitenschoolse activiteiten - Zwemlessen op woensdagmiddag - Overheidsopdracht van beperkte waarde - periode van 1 januari tot 31 december 2023 - Aanwijzing van de dienstverlener.
- **#002/20.12.2022/B/0034#** - "Schoolcentrum Vorstlaan" - aankoop buitenspelletjes - overheidsopdracht van beperkte waarde op aangenome factuur
- **#002/20.12.2022/B/0035#** - Gemeenschappelijke schoolcentra - Aankoop van uitrusting en meubilair - Meerjarige raamovereenkomst met aanbesteding - Aanwijzing van de leverancier
- **#002/20.12.2022/B/0036#** - Gemeentelijke schoolcentra - Terbeschikkingstelling van een webapplicatie waarmee de directie, de leerkrachten en het secretariaat van de 4 gemeentelijke schoolcentra kunnen communiceren met de gezinnen van de kinderen die deze centra bezoeken - Contract van geringe waarde op basis van een aanvaarde factuur. - verzoek om een begrotingswijziging
- **#002/20.12.2022/B/0053#** - Gezamenlijk overheidsopdracht met het gemeentebestuur Sint-Pieters-Woluwe voor diensten met als voorwerp "Opmaak van de thermografie vanuit de lucht van het grondgebied van Oudergem en Sint-Pieters-Woluwe" - Onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking – aanwijzing van de opdrachtnemer - Gunning van de overheidsopdracht - ACTION AIR
- **#002/20.12.2022/B/0059#** - Aankoop van sporttassen - Overheidsopdracht voor leveringen van beperkte waarde - Goedkeuring van de uitgave - Aanduiding van de aanbesteder
- **#002/20.12.2022/B/0087#** - Gebouw 28 Charles Brassinelaan. Noodreparaties van de gasketel. Overheidsopdracht van beperkte waarde.
- **#002/20.12.2022/B/0090#** - Gebouw 57 Triomflaan. Noodreparaties van de gasketel. Overheidsopdracht van beperkte waarde.
- **#002/20.12.2022/B/0091#** - Gebouw 73 Triomflaan. Noodreparaties van de gasketel. Overheidsopdracht van beperkte waarde.
- **#002/20.12.2022/B/0096#** - Vervanging van 6 ramen van de pastorie van de Sint Anna Kerk – Overheidsopdracht van beperkte waarde -Aanduiding van de aanbesteder
- **#002/20.12.2022/B/0098#** - Vervanging van vier raamwerken in het wekantoor - Overheidsopdracht van beperkte waarde - Aanwijzing van de

gekozen inschrijver

- **#002/20.12.2022/B/0099#** - Vervanging van de boiler van het appartement van de conciërge van het Kunstcentrum in het Rood Klooster - Overheidsopdracht voor levering van beperkte waarde op aangenomen factuur - Goedkeuring van de uitgave - Aanduiding van de aanbesteder - Begrotingswijziging
- **#002/20.12.2022/B/0100#** - Diensten van een stabiliteitsingenieur voor de analyse van een deel van de muur van de gemeenschappelijke begraafplaats dat scheurt, evenals de het administratief gebouw, waar één van de muren ook abnormale scheuren vertoont - Overheidsopdracht voor diensten van beperkte waarde op aangenomen factuur - Goedkeuring van de uitgave
- **#002/20.12.2022/B/0102#** - Aanduiding leverancier (Tutti Frutti vzw) voor het geven van een infosessie en het organiseren van 3 workshops op de studiedag/ervaringsdag over meertaligheid in het onderwijs en de opvoeding.
- **#002/20.12.2022/B/0103#** - Aankoop educatieve spelmaterialen ten behoeve van NT2-leerders en NT2-activiteiten in de Nederlandstalige bibliotheek
- **#002/20.12.2022/B/0104#** - Aankoop voorleesrugzakjes voor de Nederlandstalige bibliotheek
- **#002/22.12.2022/B/0004#** - Conferentie in de speelgoedbibliotheek op 27/01/2023: "De plaats van de vrouw in de wereld van de bordspelen: problemen en veranderingen" - dienstenovereenkomst - onderhandelingsprocedure op basis van een aanvaarde factuur - aanwijzing van dienstverleners
- **#002/22.12.2022/B/0005#** - Aanwijzing van een opdrachtnemer voor de animatie van "On lit bébé" op 14/01/2023 in de bibliotheek van het centrum - onderhandelingsprocedures over eenvoudige aanvaarde factuur
- **#002/10.01.2023/B/0083#** - Aankoop van banden voor de voertuigen - Onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking - Vaststelling van de voorwaarden - Goedkeuring van het BLB en de uitgave - Aanduiding van de te raadplegen firma's
- **#002/17.01.2023/B/0015#** - Opdracht van de landmeter voor het topografisch onderzoek en het bouwkundig onderzoek van een terrein gelegen aan de Waversesteenweg 1975 - Opdracht van beperkte waarde - Gunning van de opdracht
- **#002/17.01.2023/B/0065#** - Aankoop van smeermiddelen voor de Garage - Overheidsopdracht voor leveringen via onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking - Goedkeuring van het bijzonder lastenboek en van de uitgave - Aanduiding van de te raadplegen firma's
- **#002/17.01.2023/B/0069#** - Aankoop van ladders en stellingen - Overheidsopdracht van beperkte waarde - Vaststelling van de voorwaarden - Goedkeuring van het bestek en de uitgave - Aanduiding van de te raadplegen firma's
- **#002/17.01.2023/B/0072#** - Reproductie van sleutels en accessoires - Overheidsopdracht voor leveringen van beperkte waarde - Vaststelling van de voorwaarden - Goedkeuring van het bestek en de uitgave - Aanduiding van de te raadplegen firma's
- **#002/17.01.2023/B/0074#** - Bouwsupervisie Daniel Boon - Overheidsopdracht van beperkte waarde - Vaststelling van de voorwaarden - Goedkeuring van de uitgave en van het lastenboek - Aanduiding van de te raadplegen firma's

- #002/17.01.2023/B/0086# - Aankoop van polymethacrylaatplaten - Overheidsopdracht voor leveringen van beperkte waarde - Vaststelling van de voorwaarden - Goedkeuring van het bestek en de uitgave - Aanduiding van de te raadplegen firma's

NEEM AKTE:

- van de gunning van bovenvermelde opdrachten waarvan het bedrag op minder dan 140.000€ exclusief btw geraand wordt;
 - van de beslissingen van het Schepencollege hier omtrent;
- Onderhavige beraadslaging zal overgemaakt worden aan de Heer Gemeenteontvanger met de bijhorende stukken, alsook ter attentie van de Minister van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest belast met Plaatselijke Besturen in de vorm van beknopte omschrijving.

De Raad wordt geïnformeerd.

09.02.2023/A/0003

Secrétariat

Communications : Liste des arrêtés adoptés par la Bourgmestre - Articles 133 et 135 NLC

LE CONSEIL

Vu la nouvelle loi communale, article 133bis ;

Prend connaissance des arrêtés adoptés par le Bourgmestre ci-dessous :

1. Arrêté de la Bourgmestre autorisant le tournage d'une publicité pour Becel Pro Activ le 21 décembre 2022 de 8h à 12h au Stade communal.
2. Dossier 22/ARB/30 – abatte 1 arbre, Chaussée de Wavre 1413 – Délivrance du permis d'urbanisme.
3. Arrêté de la Bourgmestre autorisant une action de sensibilisation le 16 décembre 2022 aux sorties de métro et entrées des parcs d'Auderghem.
4. Arrêté de la Bourgmestre pour faire abattre deux peupliers dangereux situé au n°47-53 Bd. du SOUVERAIN
5. Arrêté de la Bourgmestre pour abattre un conifère (cyprés) dangereux en urgence au n° 9 rue Pierre GERUZET
6. Arrêté de la Bourgmestre pour faire abattre un saule dangereux sur le site de l'école "De STADMUS" au Boulevard des Invalides n° 166
7. Arrêté de la Bourgmestre autorisant l'ouverture tardive du magasin « Simony sprl » situé chaussée de Wavre 1008 à 1160 Auderghem le 31 décembre 2022
8. Arrêté de la Bourgmestre f.f. autorisant le passage sur le territoire auderghemois de la marche ADEPS, le dimanche 29 janvier 2023
9. Arrêté de la Bourgmestre ff ordonnant l'inhumation d'une personne indigente décédée sur le territoire communal pour des raisons de salubrité publique
10. Dossier n°40 - Dérogation aux horaires de chantier - Demande de BPC pour la réalisation d'une dalle de béton, sis rue Moulin à papier 55 du vendredi 13/01/2023 à 06h00 au samedi 14/01/2023 à 08h00.
11. Arrêté de la Bourgmestre autorisant l'ouverture exceptionnelle du magasin « Carpetright Auderghem » situé Boulevard du Souverain 240, le dimanche 29 janvier 2023
12. Arrêté de la Bourgmestre afin d'abattre en urgence 10 arbres dangereux situés dans la zone boisée avenue Demey-Plaine de jeux Houlette.
13. Arrêté de la Bourgmestre ordonnant l'inhumation d'une personne indigente décédée sur le territoire communal pour des raisons de salubrité publique

La présente délibération sera transmise à Monsieur le Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale en charge des Pouvoirs Locaux, sous forme de bref exposé.

Le Conseil est informé.

Secretariaat

Mededelingen : Lijst van besluiten van de Burgemeester - artikelen 133 et 135 NGW

DE RAAD :

Gezien het nieuwe gemeentewet, artikel 133bis ;

is verzocht nota te nemen van besluiten van het Burgemeester hieronder:

1. Besluit van de burgemeester waarbij toestemming wordt verleend voor het filmen van een reclame voor Becel Pro Activ op 21 december 2022 van 8.00 tot 12.00 uur in het Stadion.
2. Dossier 22/ARB/30 - Vellen van 1 boom, Waversesteenweg 1413 - Afgifte van de bouwvergunning.
3. Besluit van de Burgemeester houdende machtiging tot een sensibiliseringsactie op 16 december 2022 aan de metro-uitgangen en parkingangen te Oudergem.
4. Besluit van de Burgemeester om twee gevaarlijke populieren te kappen gelegen op n°47-53 Vorstlaan
5. Besluit van de Burgemeester om met spoed een gevaarlijke conifeer (cipres) te kappen op nr. 9 Pierre Géruzetstraat
6. Besluit van de Burgemeester om niet spoed een gevaarlijke wilgenboom te laten kappen op het terrein van de school "De STADMUS" aan de Invalidenlaan n°166
7. Besluit van de Burgemeester waarbij toestemming wordt verleend om de winkel "Simony sprl" gelegen aan de Waversesteenweg 1008 te 1160 Oudergem op 31 december 2022 later open te stellen.
8. Besluit van de Burgemeester waarbij de doortocht van de ADEPS op het grondgebied van Oudergem wordt toegestaan op zondag 29 januari 2023
9. Besluit van de Burgemeester het bevelen van de begrafenis van een behoeftige persoon die om redenen van volksgezondheid op het gemeentelijk grondgebied is overleden
10. Dossier nr. 40 - Afwijking van de werktijden - Aanvraag van BPC voor de aanleg van een betonplaat, gelegen in de Papiermolenstraat 55 van vrijdag 13/01/2023 om 06.00 uur tot zaterdag 14/01/2023 om 08.00 uur.
11. Besluit van de Burgemeester houdende machtiging tot uitzonderlijke opening van de winkel "Carpetright Oudergem" gelegen aan de Vorstlaan 240, op zondag 29 januari 2023.
12. Besluit van de Burgemeester om met spoed 10 gevaarlijke bomen in de bosrijke omgeving Demey-Plaine de jeux Houlette te kappen.
13. Besluit van de Burgemeester waarbij de begrafenis wordt bevolen van een behoeftige persoon die om redenen van volksgezondheid op het grondgebied van de gemeente is overleden

Onderhavige beraadslaging zal overgemaakt worden aan de Heer Minister van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest belast met Plaatselijke Besturen in de vorm van beknopte omschrijving.

De Raad wordt geïnformeerd.

Charte bruxelloise pour l'intégration de la santé dans toutes les décisions politiques communales

LE CONSEIL,

Considérant ce qui suit :

- La santé et les facteurs qui l'influencent

La santé est un état de complet bien-être physique, mental et social et ne consiste pas seulement en une absence de maladie ou d'infirmité (OMS, 1946). Au-delà du système de soins, les habitudes de vie, les conditions de vie et les environnements impactent également la santé. Par exemple, les revenus, l'éducation, le logement, l'urbanisme sont considérés comme des déterminants de la santé, car ils ont la capacité de l'influencer positivement ou négativement.

- La commune, un levier pour améliorer et protéger la santé

Pour agir sur les déterminants la santé, d'autres acteurs que les professionnels de santé, doivent se mobiliser. Il s'agit d'intégrer la préoccupation pour la santé au cœur des politiques locales qui concernent la population : L'action sociale, l'aménagement du territoire, l'emploi, l'insertion socio-professionnelle, l'accueil et l'éducation des jeunes enfants...

- L'approche de la Santé dans toutes les Politiques au niveau local

Il s'agit d'une approche qui incite les différents secteurs de la politique communale à se concerter et à établir des synergies afin d'identifier les conséquences de leurs décisions sur la santé de la population, d'éviter les impacts négatifs et renforcer les impacts positifs sur la santé et la réduction des inégalités de santé. Cela suppose que dans une commune, les élus autres que celui de la santé, atteignent les objectifs de leurs décisions politiques, et simultanément concourent activement à la santé et de la qualité de vie de la population.

La présente charte s'appuie sur :

- L'une des 5 stratégies de la charte d'Ottawa de l'OMS de 1986, qui est d'adopter une politique publique saine dans les secteurs non sanitaires. Le but étant d'identifier les obstacles à cette mise en œuvre, afin de rendre les choix sains plus faciles pour les auteurs des politiques.
- Les principes fondateurs de la déclaration d'Adélaïde (OMS de 2010), qui intègrent l'approche « La Santé dans toutes les politiques » : il est plus facile d'atteindre des objectifs politiques lorsque tous les secteurs tiennent compte de la santé et du bien-être, comme étant un élément-clé de l'élaboration des politiques et ayant pour conséquence le développement d'une gouvernance partagée en faveur de la santé et du bien-être.
- La déclaration d'Helsinki (OMS de 2013) qui définit la santé dans toutes les politiques comme étant une approche intersectorielle des politiques publiques tenant systématiquement compte des conséquences sanitaires des décisions, recherchant des synergies et évitant les conséquences néfastes pour la santé afin d'améliorer la santé de la population et l'équité en santé.
- Le Plan Social Santé Intégré (PSSI 2022) dans le 3ième principe transversal relatif à l'approche territorialisée⁴ qui mobilise les communes et les CPAS

comme acteurs de la vie sociale et du bien-être. Le premier axe relatif à l'amélioration de la qualité de vie et de la santé et à la réduction des inégalités sociales de santé aborde de manière spécifique, l'importance de travailler sur les déterminants de la santé⁵ avec les autres politiques tant régionales que communales.

- Le Plan bruxellois de promotion de la santé de 2023, plus précisément dans l'axe 1 relatif aux stratégies de promotion de la santé qui indique spécifiquement l'inscription de la santé à l'ordre du jour des responsables politiques des différents secteurs, en les éclairants sur les conséquences que leur(s) décision(s) peuvent avoir sur la santé.

S'ENGAGE À :

1. Sensibiliser et informer les élus et l'administration communale à l'approche la santé dans toutes les politiques.
2. Promouvoir et soutenir des collaborations entre plusieurs secteurs de la commune.
3. Mettre en œuvre des projets communs par plusieurs secteurs.
 - Il s'agit de développer des outils, processus qui facilitent la mise en œuvre de projets communs entre différents secteurs de la commune;
 - Formation premiers secours dans les écoles avec le Service Enseignement;
 - Atelier alimentation saine et pas cher en faveur d'un public défavorisé avec le Service de l'Action Sociale et le CPAS;
 - Réaliser des conférences thématiques pour les personnes âgées sur les thématiques 'Santé – Alzheimer', avec Service de l'Action Sociale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

24 votants : 24 votes positifs.

Secretariaat

Brussels Handvest voor de integratie van gezondheid in alle gemeentelijke beleidsbeslissingen

DE RAAD,

Overwegende wat volgt:

- Gezondheid en beïnvloedende factoren

Gezondheid is een toestand van volledig lichamelijk, geestelijk en sociaal welzijn en niet slechts de afwezigheid van ziekte of gebrek (WHO, 1946). Naast het zorgstelsel zijn ook levensstijl, leefomstandigheden en omgeving van invloed op de gezondheid. Zo worden inkomen, onderwijs, huisvesting en stadsplanning beschouwd als determinanten van gezondheid, omdat zij deze positief of negatief kunnen beïnvloeden.

- De gemeente, een hefboom voor de verbetering en bescherming van de gezondheid

Om gezondheidsdeterminanten aan te pakken, moeten andere actoren dan gezondheidswerkers worden gemobiliseerd. Het doel is de zorg voor gezondheid te integreren in het hart van het lokale beleid dat van invloed is op de bevolking: Sociale actie, ruimtelijke ordening, werkgelegenheid, sociaal-professionele integratie,

kinderopvang en onderwijs....

- De “Health in All Policies”-aanpak op lokaal niveau

Het is een aanpak die de verschillende sectoren van het gemeentelijk beleid aanmoedigt om samen te werken en synergiën tot stand te brengen. Het gaat erom de gevolgen van hun beslissingen voor de gezondheid van de inwoners in kaart te brengen. Het doel daarvan is de positieve effecten te versterken en de negatieve effecten te verminderen, waarbij altijd rekening wordt gehouden met sociale ongelijkheden op gezondheidsgebied. Dit houdt in dat de schepenen, anders dan de schepenen van gezondheid, hun doelstellingen bereiken en tegelijkertijd actief bijdragen aan de gezondheid en levenskwaliteit van de bevolking.

Dit handvest is gebaseerd op:

- Een van de 5 strategieën van het WHO-Ottawa Charter uit 1986, die bevordert de aanneming van gezond overheidsbeleid in niet-gezondheidssectoren. Het doel is de belemmeringen voor de uitvoering van dergelijk beleid in kaart te brengen en de keuzes van de beleidsmakers te vergemakkelijken.
- De grondbeginselen van de Verklaring van Adelaide(WHO 2010), Deze omvatten de "Health in All Policies"-aanpak: het is gemakkelijker om doelstellingen te bereiken wanneer alle diensten gezondheid en welzijn als een belangrijk element van hun beleid beschouwen. Dit resulteert in gedeeld bestuur met een gezamenlijk doel.
- De Verklaring van Helsinki (WHO 2013) Daarin wordt "Health in All Policies" omschreven als een intersectorale benadering van het overheidsbeleid. Het principe is dat de gevolgen van beleidsbeslissingen voor de gezondheid systematisch worden bekeken. Het gaat erom synergiën te zoeken, negatieve gevolgen voor de gezondheid van de bevolking te vermijden en gelijke kansen op gezondheidsgebied te bevorderen.
- Het geïntegreerd welzijns-en gezondheidsplan (2022), dat in zijn derde transversale principe (met betrekking tot de territoriale aanpak) de gemeenten en de OCMW 's mobiliseert als actoren van het sociale leven en het welzijn. De eerste “as” is gericht op de verbetering van de levenskwaliteit en de gezondheid, in combinatie met de vermindering van sociale ongelijkheden op gezondheidsgebied. Er wordt specifiek ingegaan op het belang van maatregelen op het gebied van gezondheidsdeterminanten via ander beleid, zowel regionaal als gemeentelijk.
- Het Brussels gezondheids- bevorderingsplan (FR). Dit plan geeft in zijn "As 1" (strategieën voor gezondheidsbevordering) specifiek de noodzaak aan om gezondheid op de agenda van de beleidsmakers te plaatsen, ongeacht hun bevoegdheid. Het is ook essentieel om hen te informeren over de mogelijke gevolgen van hun beslissing(en) voor de volksgezondheid.

VERBINDT ZICH ERTOE :

1. De gekozen vertegenwoordigers en het gemeentebestuur bewust maken van en informeren over de gezondheidsaanpak in alle beleidssectoren.
 2. Bevorderen en ondersteunen van samenwerking tussen verschillende sectoren van de gemeente.
 3. Gezamenlijke projecten van verschillende sectoren uitvoeren.
- Het doel is instrumenten en processen te ontwikkelen die de uitvoering van gezamenlijke projecten tussen verschillende sectoren van de

gemeente vergemakkelijken;

- Eerste hulp training in scholen met het onderwijsdienst;
- Workshop gezonde en goedkope voeding voor een kansarm publiek met de Dienst voor Sociale Actie en het OCMW;
- Uitvoering van thematische conferenties voor ouderen over het onderwerp "Gezondheid - Alzheimer", met de Dienst Sociale Actie.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

24 stemmers : 24 positieve stemmen.

09.02.2023/A/0005

Secrétariat

Synergie CPAS - commune et mutualisation des services Ressources humaines et Marchés publics

Le Conseil,

Vu la Nouvelle loi communale, l'article 117;

Vu la loi organique des centres publics d'actions sociale, l'article 26bis, § 5;

Considérant ce qui suit :

La déclaration de politique générale prévoit "*la mise en place de services transversaux entre l'administration communale et le CPAS*".

Dans les objectifs du Secrétaire communal figure dans les missions spécifiques - objectif 1 : "*Créer des synergies et partenariats avec le CPAS*", exprimé comme "*Mettre en œuvre des outils et procédures concernant les dossiers transversaux afin de créer des synergies entre les deux institutions et un partage de compétences professionnelles et/ou techniques*".

Dans la note explicative 2022-2024 imposée par l'article 242bis de la Nouvelle loi communale, figure sous l'axe stratégique 4 "*Amélioration de la qualité des services rendus*" l'objectif stratégique 4 "*Être une commune exemplaire en termes qualité de service et de gestion financière*" et l'objectif opérationnel 2 "*Améliorer la qualité des services et l'accessibilité au service communaux*", le projet : "*Mutualisation des services RH / marchés publics entre l'administration communale et le CPAS*".

Vu le comité de concertation commune - CPAS du 13 décembre 2022;

Vu les protocoles d'accord 2023/07, 2023/08 et 2023/09 du 02.02.2023;

Le Collège soumet à l'approbation du Conseil les conventions à conclure avec le CPAS en vue d'accomplir les objectifs précités ;

DECIDE

1. de marquer son accord sur la convention relative à la mutualisation du service juridique - cellules Marchés publics et Grands projets ;
2. de marquer son accord sur la convention CPAS - commune de mutualisation du service des Ressources humaines
3. de charger la Bourgmestre et le Secrétaire de l'exécution de ces décisions ;
4. de transmettre la présente délibération au Président et au Secrétaire général du CPAS.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

24 votants : 24 votes positifs.

Secretariaat

Synergie OCMW - gemeente en mutualisering van diensten Human Resources en Overheidsopdrachten

De Raad,
Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, artikelen 26is, 117 en 242bis;
Gelet op
Overwegende wat volgt :
De algemene beleidsverklaring voorziet : *"er komen ook transversale diensten tussen het gemeentebestuur en het OCMW"*.
In de doelstellingen van de gemeentesecretaris, onder specifieke opdrachten, staat doelstelling 1: *"synergieën en partnerschappen creëren met het OCMW"*, uitgedrukt als *"instrumenten en procedures toepassen met betrekking tot transversale dossiers om synergieën tussen beide instellingen en een uitwisseling van professionele en/of technische vaardigheden tot stand te brengen"*.
In verklarende nota 2022-2024 verplicht gesteld door artikel 242bis Nieuwe Gemeentewet komt onder strategische doelstelling 4 *"Verbetering van de kwaliteit van de dienstverlening"*, *"Een voorbeeldgemeente zijn op het gebied van kwaliteit van de dienstverlening en financieel beheer"* en operationele doelstelling 2 *"Verbetering van de kwaliteit van de dienstverlening en de toegankelijkheid van de gemeentelijke dienstverlening"* het project: *"Onderlinge afstemming van HR-diensten / overheidsopdrachten tussen het gemeentebestuur en het OCMW"* voor.
Gelet op het Overlegcomité - OCMW van 13 december 2022;
Gezien de akkoordsprotocollen 2023/07, 2023/08 en 2023/09 van 02.02.2023;
Het college legt de met het OCMW te sluiten overeenkomsten ter goedkeuring voor aan de Raad om bovengenoemde doelstellingen te verwezenlijken;
BESLIST :

1. de overeenkomst tussen het Openbaar Centrum voor Maatschappelijk Welzijn en de gemeente betreffende de mutualisering van de juridische dienst - eenheden Overheidsopdrachten en Grote projecten goed te keuren;
2. de overeenkomst tussen het Openbaar Centrum voor Maatschappelijk Welzijn en de gemeente over de mutualisering van de HR Dienst goed te keuren.
3. de burgemeester en de secretaris te belasten met de uitvoering van deze beslissingen;
4. deze beraadslaging te doen toekomen aan de voorzitter en de secretaris-generaal van het OCMW.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
24 stemmers : 24 positieve stemmen.

09.02.2023/A/0006

Recette
Association Artistique d'Auderghem - Saison 2021-2022 - Compte

Le Conseil

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions et plus spécialement en ce qui concerne l'article 3 ;

Vu la loi du 27 juin 1921 sur les associations sans but lucratif telle que modifiée par la loi du 2 mai 2002 et la loi du 16 janvier 2003 ;

Vu l'arrêté royal du 2 avril 2003 et du 15 mai 2003 fixant l'entrée en vigueur des dispositions des lois précitées ;

Vu l'arrêté royal du 26 juin 2003 relatif à la comptabilité simplifiée de certaines associations sans but lucratif et fondations ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 117 ;

Décide

d'approuver le bilan de l'a.s.b.l. « Association Artistique d'Auderghem » saison 2021-

2022.

La présente délibération, sous forme de bref exposé, sera transmise à Monsieur le Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale en charge des Pouvoirs Locaux.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
24 votants : 24 votes positifs.

Ontvangerij
Kunstvereniging van Oudergem - Seizoen 2021-2022 - Rekening

De Raad

Gezien de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen, en meer bepaald wat artikel 3 betreft ;

Gelet op de wet van 27 juni 1921 betreffende de verenigingen zonder winstoogmerk gewijzigd bij de wet van 2 mei 2002 en bij de wet van 16 januari 2003 ;

Gelet op de koninklijke besluiten van 2 april en 15 mei 2003 omtrent de inwerkingtreding van voormelde wetten ;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 juni 2003 betreffende de vereenvoudigde boekhouding van bepaalde verenigingen zonder winstoogmerk en stichtingen ;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, meerbepaald artikel 117 ;

Beslist

de balans van de v.z.w. « Kunstvereniging van Oudergem » - seizoen 2021-2022 goed te keuren. Onderhavige beraadslaging zal onder vorm van beknopte omschrijving overgemaakt worden aan de Heer Minister van het Brussels Hoofdstedelijk belast met Plaatselijke Besturen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
24 stemmers : 24 positieve stemmen.

09.02.2023/A/0007

Recette
Seniors Auderghem asbl - Exercice 2021 - Compte

Le Conseil

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions et plus spécialement en ce qui concerne l'article 3 ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 117,

Décide

d'approuver le compte de l'a.s.b.l. Seniors Auderghem - exercice 2021.

La présente délibération sera transmise sous forme de bref exposé à Monsieur le Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale en charge des Pouvoirs Locaux.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
24 votants : 24 votes positifs.

Ontvangerij
Senioren Oudergem vzw - Dienstjaar 2021 - Rekening

De Raad

Gezien de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen, en meer bepaald wat artikel 3 betreft ;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, meerbepaald artikel 117,

Beslist

de rekening van de v.z.w. Senioren Oudergem dienstjaar 2021 goed te keuren;
Onderhavige beraadslaging zal, onder vorm van beknopte omschrijving overgemaakt worden aan de Heer Minister van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest belast met Plaatselijke Besturen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
24 stemmers : 24 positieve stemmen.

09.02.2023/A/0008

Recette

Vérification de la caisse communale - deuxième et troisième trimestre 2022

LE CONSEIL

Vu l'article 131 de la nouvelle loi communale;

PREND ACTE

du procès-verbal de la vérification de la caisse communale du 2ème et 3ème trimestre 2022 effectuée par le Collège des Bourgmestre et Echevins.

La présente délibération, sous forme de bref exposé, sera transmise à Monsieur le Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale en charge des Pouvoirs Locaux.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
24 votants : 24 votes positifs.

Ontvangerij

Verificatie van de gemeentekas - tweede en derde trimester 2022

DE RAAD

Gezien artikel 131 van de Nieuwe Gemeentewet;

NEEMT AKTE

van het proces-verbaal van het onderzoek van de gemeentekas van de tweede en derde trimester 2022 uitgevoerd door het College van Burgemeester en Schepenen.

Onderhavige beraadslaging zal onder de vorm van de beknopte omschrijving overgemaakt worden aan de Heer Minister van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest belast met Plaatselijke Besturen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
24 stemmers : 24 positieve stemmen.

09.02.2023/A/0009

Recette

Vérification de la caisse de la Régie Foncière - deuxième et troisième trimestre 2022

LE CONSEIL,

Vu l'article 131 de la nouvelle loi communale ;

PREND ACTE

- du procès-verbal de la vérification de la caisse de la Régie Foncière du deuxième et troisième trimestre 2022 effectuée par le Collège des Bourgmestre et Echevins.

La présente délibération, sous forme de bref exposé sera transmise à Monsieur le

Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

24 votants : 24 votes positifs.

Ontvangerij

Verificatie van de kas van de Regie voor Grondbeleid - tweede en derde trimester 2022

DE RAAD,

Gezien artikel 131 van de Nieuwe Gemeentewet ;

NEEMT AKTE

- Van het proces-verbaal van onderzoek van de kas van de Regie van grondbeleid van de tweede en derde trimester 2022 uitgevoerd door het College van Burgemeester en Schepenen.

Onderhavige beraadslaging zal onder de vorm van beknopte omschrijving overgemaakt worden aan de Heer Minister van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

24 stemmers : 24 positieve stemmen.

09.02.2023/A/0010

Participation citoyenne

Convention de partenariat avec CF2M/CF2D : mise en place de points de collectes pour la valorisation des déchets électriques et électroniques - Ratification

LE CONSEIL,

Vu les articles 117 et suivants de la nouvelle loi communale ;

Vu la convention en annexe;

DECIDE :

de ratifier la convention de partenariat entre la Commune d'Auderghem et CF2M/CF2D pour la mise en place de points de collecte pour la valorisation de déchets électriques et électroniques.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

24 votants : 24 votes positifs.

Burgerprojecten

Partnerschapsovereenkomst met CF2M/CF2D: opzetten van inzamelpunten voor de nuttige toepassing van elektrisch en elektronisch afval - Bekrachtiging

DE RAAD,

Gelet op de artikelen 117 en volgende van de nieuwe gemeentewet;

Gezien de bijgevoegde overeenkomst;

BESLUIT :

Partnerschapsovereenkomst tussen de gemeente Oudergem en CF2M/CF2D voor de oprichting van inzamelpunten voor de nuttige toepassing van elektrisch en elektronisch afval te bekrachtigen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

24 stemmers : 24 positieve stemmen.

Règlement taxe sur les pylônes, mâts, antennes et autres dispositifs de télécommunications, d'émission de signaux et d'échanges d'informations par voie hertzienne. - Modification

LE CONSEIL,

Vu la Constitution, l'article 170 § 4,

Vu la Nouvelle loi communale, l'article 117 ;

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales ;

Vu la situation financière de la Commune et le besoin de maintenir et adapter les taxes communales aux dépenses nécessaires au fonctionnement du service public ;

Vu le rapport transmis par voie électronique au Conseil communal préalablement au vote et qui expose en détails les objectifs financiers justifiant le maintien et l'adaptation du règlement-taxe ;

DECIDE :

de modifier le règlement-taxe du 19 décembre 2019 sur les pylônes, mâts, antennes et autres dispositifs de télécommunications, d'émissions de signaux et d'échanges d'informations par voie hertzienne comme suit :

« A l'article 1^{er} du règlement-taxe du 19 décembre 2019 précité, les mots **à partir du 1^{er} janvier 2020 et ce jusqu'au 31 décembre 2025** sont remplacés par les mots **à partir du 1^{er} janvier 2023 et ce jusqu'au 31 décembre 2028** » ;

« A l'article 5 du règlement-taxe du 19 décembre 2019 précité, les mots **2.500 EUR** sont remplacés par **4.500 EUR** »

« La section V du règlement-taxe du 19 décembre 2019 précité est abrogée et remplacée par les dispositions suivantes :

Article 7 Nouveau

L'Administration communale adresse au contribuable un formulaire de déclaration que celui-ci est tenu de renvoyer, dûment complété, daté et signé au plus tard dans un délai d'un mois prenant cours à la date d'envoi . Les contribuables qui n'ont pas reçu le formulaire sont tenus d'en réclamer un.

Tout contribuable est, en tout état de cause, tenu de déclarer spontanément à l'Administration les éléments nécessaires à la taxation au plus tard le 31 janvier de l'année suivant l'exercice d'imposition.

La déclaration vaut jusqu'à révocation.

Article 8 Nouveau

§1^{er} L'absence de déclaration dans les délais prévus ou la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise de la part du redevable entraîne l'enrôlement d'office de la taxe sur base des données dont la commune dispose.

Avant de procéder à la taxation d'office, l'administration communale notifie au redevable, par lettre recommandée à la poste, les motifs du recours à cette procédure, les éléments sur lesquels la taxation est basée, le mode de détermination de ces éléments ainsi que le montant de la taxe.

Le redevable dispose d'un délai de trente jours calendrier à compter du troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi de la notification pour faire valoir ses observations par écrit. Le redevable est tenu de produire la preuve de l'exactitude des éléments qu'il invoque.

L'administration communale procédera à l'enrôlement d'office de la taxe si, au terme de ce délai, le redevable n'a émis aucune observation qui justifie l'annulation de cette procédure.

§2 Les cotisations enrôlées d'office sont majorées comme suit :

- premier enrôlement d'office : 20 % du droit dû ou estimé comme tel ;
- deuxième enrôlement d'office : 50 % du droit dû ou estimé comme tel ;
- à partir du troisième enrôlement d'office : 100 % du droit dû ou estimé comme tel

Il n'est pas tenu compte d'un enrôlement d'office pour le calcul de la majoration lorsque la taxe a été enrôlée normalement au cours des trois exercices d'imposition qui suivent celui auquel se rapporte cet enrôlement d'office

« L'article 12 du règlement-taxé du 19 décembre 2019 précité est abrogé »

Le Conseil approuve le projet de délibération.

24 votants : 24 votes positifs.

Gemeentebelastingen

Belasting Reglement op de pylonen, masten, antennen en andere telecommunicatie apparaten, uitzendesignalen, uitwisseling van informatie via hertzweg- Wijziging

DE RAAD,

Gezien de Grondwet, artikel 170 §4 ;

Gezien de Nieuwe Gemeentewet, artikel 117 ;

Gezien de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen ;

Gezien de financiële toestand van de gemeente en de noodzaak om de gemeentelijke belastingen te behouden en aan te passen aan de uitgaven die nodig zijn voor de werking van de openbare dienst;

Gezien het vóór de stemming elektronisch aan de Gemeenteraad toegezonden verslag, waarin de financiële en bijkomende doelstellingen die de handhaving en aanpassing van de belastingverordening rechtvaardigen, gedetailleerd worden uitgelegd;

BESLIST :

om het belasting reglement van 19 december 2019 op de pylonen, masten, antennen en andere telecommunicatie-, zend- en informatie-uitwisselinginstallaties door hertzgolven als volgt :

"In artikel 1 van het voornoemd belastingreglement van 19 december 2019 worden de woorden **vanaf 1 januari 2020 en dit tot 31 december 2025** vervangen door de woorden **vanaf 1 januari 2023 en dit tot 31 december 2028**".

"In artikel 5 van het voornoemd belastingreglement van 19 december 2019 worden de woorden **2.500 EUR** vervangen door de woorden **4.500 EUR**"

"Afdeling V van het voornoemd belastingreglement van 19 december 2019 wordt geschrapt en vervangen door de volgende bepalingen:

Artikel 7 Nieuw

De Administratie bezorgt de belastingplichtige een aangifteformulier dat hij, naar behoren ingevuld, gedagtekend en ondertekend, uiterlijk binnen een maand na de datum van verzending moet terugzenden. Belastingplichtigen die geen aangifteformulier hebben ontvangen, moeten er een aanvragen.

Belastingplichtigen moeten in ieder geval de voor de aanslag noodzakelijke elementen uiterlijk vóór 31 december van het aanslagjaar spontaan bij de Administratie aangeven

De aangifte blijft geldig tot herroeping.

Artikel 8 Nieuw

§1st Het niet indienen van de aangifte binnen de gestelde termijn of een onjuiste,

onvolledige of onnauwkeurige aangifte door de belastingplichtige leidt tot een ambtshalve heffing van de belasting op basis van de gegevens waarover de gemeente beschikt.

Alvorens over te gaan tot de ambtshalve heffing, brengt het gemeentebestuur de belastingplichtige met een aangetekende brief op de hoogte van de redenen waarom gebruik wordt gemaakt van deze procedure, de elementen waarop de belasting is gebaseerd, evenals de wijze van bepaling van die elementen en het bedrag van de belasting.

De belastingplichtige beschikt over een termijn van dertig kalenderdagen vanaf de derde werkdag na de datum van verzending van de kennisgeving, om zijn opmerkingen schriftelijk in te dienen. De belastingplichtige moet de juistheid van de door hem aangehaalde elementen bewijzen.

Het gemeentebestuur gaat over tot ambtshalve heffing indien de belastingplichtige na afloop van deze termijn geen opmerkingen heeft ingediend die de annulering van deze procedure rechtvaardigen.

§2 De bedragen van de ambtshalve heffing worden als volgt verhoogd:

- eerste ambtshalve heffing: 20% van het verschuldigde of geraamde recht ;
- tweede ambtshalve heffing: 50% van de verschuldigde of geraamde rechten;
- vanaf de derde ambtshalve heffing: 100% van het verschuldigde of geraamde recht.

Er wordt geen rekening gehouden met een ambtshalve heffing voor de berekening van de verhoging van de belasting indien de belasting normaal is geheven in de drie dienstjaren volgend op het dienstjaar waarop de ambtshalve heffing betrekking heeft

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

24 stemmers : 24 positieve stemmen.

09.02.2023/A/0012

Enseignement - Formation

ENSEIGNEMENT FONDAMENTAL - Pool local de remplacement - Année scolaire 2022-2023 : Convention de partenariat entre la Commune de Woluwe-Saint-Pierre (pouvoir organisateur porteur) et les Communes d'Auderghem et de Watermael-Boitsfort (pouvoirs organisateurs partenaires) - Ratification.

LE CONSEIL,

Vu le décret de la Fédération Wallonie-Bruxelles du 30 novembre 2022, "instituant un dispositif expérimental créant un pool local de remplacement pour l'année scolaire 2022-2023 et contenant des mesures diverses en vue de lutter contre la pénurie d'enseignants", et prévoyant l'octroi de périodes complémentaires aux pouvoirs organisateurs de l'enseignement primaire ordinaire des zones de Bruxelles et de Hainaut Sud, pour l'année scolaire 2022-2023, afin de leur permettre de constituer un pool local de remplacement;

Considérant que notre Pouvoir Organisateur se voit octroyé 8 périodes pour ce pool remplacement en vue de recruter un enseignant pour des remplacements de courte durée;

Attendu que le décret susmentionné spécifie : « Un pouvoir organisateur qui n'obtient pas 24 périodes « pool » ne peut pas activer seul le dispositif puisqu'il ne peut pas créer un emploi d'instituteur primaire à prestations complètes. Il ne peut bénéficier du dispositif que s'il conclut une convention de partenariat avec un/des autre(s) pouvoir(s) organisateur(s);

Attendu que les communes de Watermael-Boitsfort et de Woluwe-Saint-Pierre se sont vues octroyer respectivement 7 périodes et 9 périodes « pool de remplacement » et qu'elles ont le souhait de mener une collaboration avec notre PO pour bénéficier d'un équivalent temps plein;

Attendu que cette collaboration doit faire l'objet d'une convention sur base d'un modèle type fourni par la Fédération Wallonie-Bruxelles;

Attendu que les différents services communaux concernés ont complétés ladite convention et fixé des modalités pratiques qui agréent à toutes les parties (dont notamment une répartition dudit temps plein en trois périodes fixées par avance);

Attendu que les représentants syndicaux ont accepté à l'unanimité ladite convention;

Vu la décision du Collège échevinal du 17 janvier 2023 #002/17.01.2023/B/0031# portant approbation, sous réserve de ratification par le Conseil communale, de la convention de partenariat 2022-2023 entre les pouvoirs organisateurs d'Auderghem, Watermael-Boitsfort et Woluwe-Saint-Pierre, en vue de la création d'un Pool local de remplacement permettant de recruter un enseignant subventionné pour des remplacements de courte durée dans les trois communes concernées;

DECIDE

De ratifier l'accord sur la convention de partenariat 2022-2023 entre les pouvoirs organisateurs d'Auderghem, Watermael-Boitsfort et Woluwe-Saint-Pierre, en vue de la création d'un "Pool local de remplacement" permettant de recruter un enseignant subventionné pour des remplacements de courte durée dans les trois communes concernées.

La présente délibération ainsi que la convention seront transmises aux parties intéressées.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

24 votants : 24 votes positifs.

Onderwijs - vorming

BASISONDERWIJS - Lokale vervangingspool - Schooljaar 2022-2023:

Partnerschapsovereenkomst tussen de Gemeente Sint-Pieters-Woluwe (leidende organiserende overheid) en de Gemeenten Oudergem en Watermaal-Bosvoorde (partners organiserende overheden) - Bekrachtiging.

DE RAAD,

Gelet op het decreet van de "Fédération Wallonie-Bruxelles" van 30 november 2022, "tot instelling van een experimenteel systeem voor de vorming van een lokale vervangingspool voor het schooljaar 2022-2023 en houdende diverse maatregelen ter bestrijding van het lerarentekort", en tot toekenning van bijkomende termijnen aan de organiserende instanties van het gewoon lager onderwijs in de zones Brussel en Zuid-Henegouwen, voor het schooljaar 2022-2023, teneinde hen in staat te stellen een lokale vervangingspool te vormen;

Overwegende dat ons organiserend gezag voor deze vervangingspool 8 periodes heeft gekregen om een leraar aan te werven voor vervangingen op korte termijn:

Het voornoemde decreet preciseert: "Een organiserende overheid die geen 24 "poolperiodes" verkrijgt, kan het systeem niet alleen activeren, aangezien zij geen baan van leraar in het lager onderwijs met volledige voordelen kan creëren. Zij kan alleen van de regeling profiteren als zij een partnerschapsovereenkomst sluit met een of meer andere organiserende instanties;

Overwegende dat aan de gemeenten Watermaal-Bosvoorde en Sint-Pieters-Woluwe respectievelijk 7 en 9 "vervangingspool"-perioden zijn toegekend en dat zij met onze PO wensen samen te werken om van een voltijds equivalent te kunnen profiteren;

Voor deze samenwerking moet een overeenkomst worden gesloten op basis van een

door de "Fédération Wallonie-Bruxelles" verstrekt standaardmodel;
Overwegende dat de verschillende betrokken gemeentelijke diensten de genoemde overeenkomst hebben aangevuld en praktische regelingen hebben getroffen die voor alle partijen aanvaardbaar zijn (waaronder met name een verdeling van het genoemde voltijdsequivalent in drie vooraf vastgestelde perioden);

De vakbondsvertegenwoordigers hebben deze overeenkomst unaniem aanvaard;

Gelet op het besluit van het schepencollege van 17 januari 2023 #002/17.01.2023/B/0031# tot goedkeuring, onder voorbehoud van bekrachtiging door de gemeenteraad, van de partnerschapsovereenkomst 2022-2023 tussen de organiserende overheden van Oudergem, Watermaal-Bosvoorde en Sint-Pieters-Woluwe, met het oog op de oprichting van een lokale vervangingspool die de aanwerving van een gesubsidieerde leerkracht voor vervangingen op korte termijn in de drie betrokken gemeenten mogelijk maakt.

BESLUIT

Het akkoord over de partnerschapsovereenkomst 2022-2023 tussen de organiserende overheden van Oudergem, Watermaal-Bosvoorde en Sint-Pieters-Woluwe bekrachtigen, met het oog op de oprichting van een "lokale vervangingspool" die de aanwerving van een gesubsidieerde leerkracht voor kortetermijnvervangingen in de drie betrokken gemeenten mogelijk maakt.

Deze beraadslaging en het akkoord zullen aan de betrokken partijen worden toegezonden.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

24 stemmers : 24 positieve stemmen.

09.02.2023/A/0013

Urbanisme

Avis sur le projet de règlement régional d'urbanisme adopté en 1ère lecture par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale en sa séance du 10 novembre 2022 - Approbation

Vu les travaux en cours pour modifier le Règlement régional d'urbanisme actuellement en vigueur (approuvé en 2006) ;

Attendu que le Gouvernement bruxellois a initié la révision du RRU durant la législature 2014-2019 et a adopté début 2019, en première lecture, un projet de RRU accompagné de son Rapport sur les Incidences Environnementales (RIE) ;

Attendu que ce texte, soumis à l'enquête publique en 2019 n'a finalement pas été adopté compte tenu que le Secrétaire d'Etat bruxellois à l'Urbanisme, Pascal Smet, a préféré travailler à un nouveau règlement régional d'Urbanisme appelé « Good Living » ;

Attendu que la Commune d'Auderghem avait déjà transmis au cabinet Pascal Smet un premier avis sur le projet de RRU (point BOS #002/24.05.2022/B/0045#) ;

Attendu que le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale a adopté, en sa séance du 10 novembre 2022, en première lecture, le projet de règlement régional d'urbanisme et son rapport sur les incidences environnementales ;

Attendu qu'il apparaît toutefois que nombres de remarques émises par la commune d'Auderghem dans le cadre du premier avis n'ont pas été prises en compte dans le projet adopté en 1ère lecture par le Gouvernement ;

Attendu que, conformément à l'article 89/3, § 1er du CoBAT, le Gouvernement a soumis ce projet de RRU et son RIE à l'enquête publique (du 12/12/2022 au 20/01/2023 inclus) ainsi qu'à l'avis des conseils communaux ;

Attendu que ce projet de RRU soulève nombre de questions, posera d'évidents

problèmes dans la gestion quotidienne des demandes de permis, s'avère excessivement peu « sûr » pour les auteurs de projets et les demandeurs de permis ;
Considérant qu'il ressort de la note de remarques et commentaires ci-jointe que

- Le projet de RRU est particulièrement confus en ce qu'il mêle des dispositions réglementaires et des concepts idéologiques et stratégiques qui n'ont pas leur place dans un outil réglementaire;
- Le projet de RRU est d'une complexité telle qu'il en devient à ce point illisible qu'il constitue un document qui n'est pas un outil démocratique permettant à chacun d'appréhender la règle qui s'applique ;
- Le projet de RRU comporte des souplesses souvent évasives et présentées comme des simplifications alors qu'elles sont source d'interprétation divergente, d'insécurité juridique et, par suite, de contestations multiples ;
- Le projet de RRU comporte nombres de dispositions inutilement excessives qui sont inadaptées au bâti existant

Le Conseil,

- Approuve la note de remarques et commentaires ci-annexée à propos du projet de RRU soumis à enquête publique
- Décide de s'opposer à l'adoption du projet de RRU en l'état vu l'importance des remarques émises dans l'avis annexé à la présente délibération relatif au projet de règlement régional d'urbanisme adopté en première lecture par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale en sa séance du 10 novembre 2022
- Charge le Collège de le transmettre à l'autorité régionale pour suite voulue.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
24 votants : 24 votes positifs.

Stedenbouw

Advies over de ontwerp van de gewestelijke stedenbouwkundige verordening in eerste lezing aangenomen door de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest in haar zitting van 10 november 2022 - Goedkeuring

Gelet op de lopende werkzaamheden tot wijziging van de thans geldende gewestelijke stedenbouwkundige verordening (goedgekeurd in 2006) ;

Overwegende dat de Brusselse regering tijdens de legislatuur 2014-2019 een begin heeft gemaakt met de herziening van de GSV en begin 2019 in eerste lezing een ontwerp van GSV heeft aangenomen, vergezeld van de bijbehorende evaluatie van de milieueffecten ;

Overwegende dat deze tekst, die in 2019 aan het openbaar onderzoek werd onderworpen, uiteindelijk niet werd aangenomen omdat de Brusselse staatssecretaris voor Stedenbouw, Pascal Smet, liever werkte aan een nieuwe gewestelijke stedenbouwkundige verordening met de naam "Good Living";

Overwegende dat de gemeente Oudergem het kabinet Pascal Smet reeds een eerste advies over het ontwerp van de GSV had toegezonden (BOS #002/24.05.2022/B/0045#);

Overwegende dat de regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest in haar zitting van 10 november 2022 in eerste lezing het ontwerp van de gewestelijke stedenbouwkundige verordening en de bijbehorende evaluatie van milieueffecten heeft aangenomen;

Overwegende dat veel van de door de gemeente Oudergem in het kader van het eerste advies gemaakte opmerkingen niet blijken te zijn verwerkt in het door de Regering in eerste lezing aangenomen ontwerp;

Overwegende dat de Regering, overeenkomstig artikel 89/3, § 1 van het BWRO, dit ontwerp van GSV en de bijhorende evaluatie van milieueffecten aan het openbaar onderzoek (van 12/12/2022 tot en met 20/01/2023) en aan het advies van de gemeenteraden heeft onderworpen;

Overwegende dat dit ontwerp van de GSV veel vragen oproept, voor duidelijke problemen zal zorgen bij het dagelijks beheer van vergunningsaanvragen en buitensporig "onveilig" is voor projectontwikkelaars en vergunningsaanvragers;

Overwegende dat uit de bijgevoegde nota van opmerkingen en commentaren blijkt dat

- Het ontwerp van de GSV is bijzonder verwarrend omdat het regelgevende bepalingen vermengt met ideologische en strategische concepten die niet thuishoren in een regelgevend instrument;
- Het ontwerp van de GSV is zo ingewikkeld dat het onleesbaar wordt dat het geen democratisch instrument is waarmee iedereen de geldende regel kan begrijpen;
- Het ontwerp van de GSV bevat versoepelingen die vaak ontwijkend zijn en als vereenvoudigingen worden voorgesteld, terwijl zij een bron zijn van uiteenlopende interpretaties, rechtsonzekerheid en bijgevolg meerdere tegenstellingen ;
- Het ontwerp van de GSV bevat een aantal onnodig buitensporige bepalingen die niet geschikt zijn voor bestaande gebouwen

De Raad,

- geeft zijn goedkeuring aan de bijgevoegde nota van opmerkingen en commentaar op het voor openbaar onderzoek voorgelegde ontwerp van de GSV
- Besluit zich te verzetten tegen de aanneming van het ontwerp van GSV in zijn huidige vorm, gezien het belang van de opmerkingen in het bij deze beraadslaging gevoegde advies over het ontwerp van gewestelijke stedenbouwkundige verordeningen dat de Brusselse Hoofdstedelijke Regering in eerste lezing heeft aangenomen tijdens haar vergadering van 10 november 2022.
- vraagt het College het door te sturen naar de regionale autoriteit voor passende maatregelen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

24 stemmers : 24 positieve stemmen.

09.02.2023/A/0014

Prévention

Plan Stratégique de Sécurité et de Prévention de la Commune d'Auderghem - Ratification de la Convention 2020-2021 prolongée jusqu'au 31/12/2022.

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, l'article 117 ;

Vu l'Arrêté Royal du 24 juillet 2021 modifiant l'Arrêté royal du 3 juillet 2019 relatif à la prolongation des Plans stratégiques de sécurité et de prévention ;

Vu la délibération 002/05.05.2022/A/0022 ;

DECIDE

de ratifier les termes de la convention relative au Plan stratégique de sécurité et de prévention 2020-2021, prolongée jusqu'au 31 décembre 2022.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

24 votants : 24 votes positifs.

Preventie

Strategisch Veiligheids- en Preventieplan van de Gemeente Oudergem - Bekrachtiging akkoord 2020-2021 verlengd tot 31/12/2022.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, artikel 117;

Gelet op het Koninklijk besluit van 24 juli 2021 tot wijziging van het Koninklijk besluit van 3 juli 2019 betreffende de verlenging van de strategische veiligheids- en preventieplannen ;

Gelet op de beraadslaging 002/05.05.2022/A/0022 ;

BESLUIT

de bepalingen van de overeenkomst betreffende Strategisch Veiligheids- en Preventieplan 2020-2021, verlengd tot 31 december 2022 te ratificeren.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

24 stemmers : 24 positieve stemmen.

09.02.2023/A/0015

Coordinations sociales

Fonds Social du Personnel Communal - Exercice 2022- compte

LE CONSEIL,

Vu la délibération du conseil communal du 7 décembre 1990 portant Service Social du Personnel communal ;

Considérant que l'article 16 de cette délibération stipule que le compte de gestion doit être soumis annuellement à l'approbation du Conseil communal ;

Vu la nouvelle loi communale notamment l'article 117,

Attendu que le compte de l'exercice 2022 présente un boni de 97,13 €, avec 8.601,93 € en recettes € et 8.504,80 € en dépenses ;

Le solde disponible est de 4.310,88 €

Sur proposition du collègue Echevinal :

DECIDE :

D'approuver le compte de l'exercice 2022 du Service Social du Personnel Communal. La présente délibération, sera transmise, à Monsieur le Receveur Communal.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

24 votants : 24 votes positifs.

Sociale Coordinatie

Sociaal Fonds van het Gemeentepersoneel - Dienstjaar 2022 - Rekening

DE RAAD,

Gelet op de beraadslaging van 7 december 1990 van de Gemeenteraad houdende : Sociale Dienst van het Gemeentepersoneel ;

Overwegende dat artikel 16 van die beslissing bepaalt dat, de werkingsrekening

jaarlijks aan de goedkeuring van de Raad moet worden voorgelegd :
Gelet op de nieuwe gemeentewet, meer bepaald artikel 117;
Overwegende dat de rekening voor het dienstjaar 2022 afsluit met een boni van 97,13
€, met 8.601,93 € in ontvangsten, en 8.504,80 € in uitgaven ;
Het beschikbaar saldo bedraagt: 4.310,88 €
Op voorstel van het Schepencollege:
BESLIST:
De rekening 2022 van het Sociale Fonds van het Gemeentepersoneel goed te keuren.
Dit besluit zal overgemaakt worden aan de Gemeenteontvanger.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
24 stemmers : 24 positieve stemmen.

09.02.2023/A/0016

Emploi

Ratification de la convention entre la commune d'Auderghem et la Région de Bruxelles-Capitale réglant les modalités de la mise à disposition d'une subvention régionale annuelle destinée à soutenir la commune dans le financement de personnel communal dans le cadre du protocole de collaboration en matière de logement

Le Conseil ,
Vu l'article 123 de la nouvelle loi communale ;
l'arrêté du Gouvernement de la région de Bruxelles-Capitale du 8 décembre 2022 octroyant une subvention annuelle à la commune d'Auderghem pour le financement de personnel communal en tant que "référénts suivi contrat logement" pour les années budgétaires 2022 à 2024 ;
Considérant que la conclusion du protocole d'accord en matière de logement conclu entre l'administration communale et l'administration régionale permet à la commune de bénéficier d'une subvention annuelle destinée à soutenir le financement de personnel communal ;
Considérant que les modalités d'octroi et d'utilisation de cette subvention sont précisées dans la convention reprise en annexe de la présente délibération ;
DECIDE :

- De ratifier la convention entre la commune d'Auderghem et la région de Bruxelles-Capitale réglant les modalités de la mise à disposition d'une subvention régionale annuelle destinée à soutenir la commune dans le financement de personnel communal dans le cadre du protocole de collaboration en matière de logement.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
24 votants : 22 votes positifs, 2 votes négatifs.
Non : Martine Maelschalck, Cécile Henrard.

Werkgelegenheid

Bekrachtiging van de overeenkomst tussen de gemeente Oudergem en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest tot regeling van de modaliteiten en voorwaarden voor de toekenning van een jaarlijkse gewestelijke subsidie bestemd om de gemeente te ondersteunen bij de financiering van het gemeentepersoneel in het kader van het samenwerkingsprotocol inzake huisvesting

De Raad,

Gezien het artikel 123 van de nieuwe gemeentewet ;

Gezien het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 8 december 2022 tot toekenning van een jaarlijkse subsidie aan de gemeente Oudergem voor de financiering van het gemeentepersoneel als "referenten volgens het huisvestingscontract" voor de begrotingsjaren 2022 tot 2024;

Overwegende dat de sluiting van het protocol van overeenstemming over huisvesting tussen het gemeentebestuur en het gewestelijk bestuur de gemeente in aanmerking laat komen voor een jaarlijkse subsidie ter ondersteuning van de financiering van het gemeentepersoneel;

Overwegende dat de voorwaarden voor de toekenning en het gebruik van deze subsidie zijn gespecificeerd in de bij deze beraadslaging gevoegde overeenkomst;

BESLUIT :

De ondertekening van de overeenkomst tussen de gemeente Oudergem en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest tot regeling van de modaliteiten en voorwaarden voor de toekenning van een jaarlijkse gewestelijke subsidie bestemd om de gemeente te ondersteunen bij de financiering van het gemeentepersoneel in het kader van het samenwerkingsprotocol inzake huisvesting.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

24 stemmers : 22 positieve stemmen, 2 negatieve stemmen.

Nee : Martine Maelschalck, Cécile Henrard.

09.02.2023/A/0017

Secrétariat

Motion demandant la libération immédiate et inconditionnelle d'Olivier VANDECASTEELE en Iran

Le Conseil,

Vu la proposition de motion déposée par le groupe Liste du Bourgmestre (DéFI) ;

Vu les amendements déposés par le groupe MR-OpenVLD ;

Vu le sous-amendement déposé par le groupe Liste du Bourgmestre (DéFI) à l'amendement n°8 ;

- L'amendement n°1, Approuvé à l'unanimité ;
- L'amendement n°2, Approuvé à l'unanimité ;
- L'amendement n°3, Approuvé à l'unanimité ;
- L'amendement n°4, Approuvé à l'unanimité ;
- L'amendement n°5, Approuvé à l'unanimité ;
- L'amendement n°6, Approuvé à l'unanimité ;
- L'amendement n°7, Approuvé à l'unanimité ;;
- L'amendement n°8, remplacé par le sous-amendement
 - • Sous-amendement Approuvé (22 voix POUR, 2 voix CONTRE) ;
- L'amendement n°9, est retiré
- L'amendement n°10, est retiré

Amendement n°	Texte	Décision

1 (Ajout)	Vu la Déclaration universelle des droits de l'homme du 10 décembre 1948 ;	Approuvé
2 (Ajout)	Vu le Pacte international du 16 décembre 1966 relatif aux droits civils et politiques, auquel l'Iran est Etat partie ;	Approuvé
3 (Ajout)	Vu le Pacte international du 16 décembre 1966 relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, auquel l'Iran est Etat partie ;	Approuvé
4 (Ajout)	Vu la Résolution adoptée par le Conseil des droits de l'homme le 22 mars 2019 sur la situation des droits de l'homme en République islamique d'Iran ;	Approuvé
5 (Ajout)	Vu la Résolution du Parlement européen du 6 octobre 2022 sur la mort de Mahsa Jina Amini et la répression des manifestants pour les droits des femmes en Iran ;	Approuvé
6 (Ajout)	Vu les orientations de l'Union européenne en ce qui concerne la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants ;	Approuvé
7 (Modification)	Considérant qu'Olivier Vandecasteele avait entamé une grève de la faim à la mi-novembre,	Approuvé

8 (Ajout) avec sous amendement	<p>Le Conseil communal:</p> <p>1. Condamne et déplore la détention arbitraire dont fait l'objet Olivier Vandecasteele ainsi que les conditions dans lesquelles celle-ci se déroule.</p> <p>2. Demande au gouvernement fédéral :</p> <p>a) de mettre en œuvre toutes les procédures diplomatiques possibles pour faire libérer Olivier Vandecasteele sans délai;</p> <p>b) d'assurer via les canaux diplomatiques et dans l'attente de sa libération rapide, à Olivier Vandecasteele des conditions de détention respectueuses de la dignité humaine;</p>	Approuvé tel que sous amendé
9 (Modification)	<p>3. Demande au Collège de :</p> <p>Afficher notre soutien à Olivier Vandecasteele et à sa libération immédiate de manière visible par la pose d'une banderole dans un lieu symbolique comme la maison communale, un pilier de pont, ou tout autre bâtiment visible ;</p> <p>Publier la présente motion le plus largement notamment sur la page d'accueil de son site internet et sur les réseaux sociaux ;</p>	Retiré
10 (Modification)	<p>Envoyer la présente motion au Premier Ministre, au Ministre de la Justice, à la Ministre des Affaires étrangères, et à l'ambassadeur d'Iran en Belgique. + autorités UE</p>	Retiré

L'assemblée vote sur l'ensemble de la motion présenté par le groupe Liste du Bourgmestre (DéFI) ainsi amendée :

- POUR : 22 voix
- ABSTENTION : 2 voix

Justification de l'abstention donnée en séance

Tout en rejetant fermement l'arrestation arbitraire et les conditions de détention inhumaines d'Olivier Vandecasteele, le groupe MR-Open VLD a souhaité déposer des amendements.

Les premiers visent à ajouter un certain nombre d'éléments de droit international de nature à renforcer la motion.

Les autres sont, dans l'esprit, similaires à la résolution qui a été votée à l'unanimité au Parlement fédéral le 19 janvier dernier. Ils répondent à notre souhait de ne pas nous prononcer pour ou contre un instrument diplomatique précis. Et ce, d'autant que la Cour constitutionnelle doit encore se positionner sur la question. Nous estimons en effet qu'il ne s'agit pas d'une prérogative communale et nous faisons confiance au gouvernement fédéral pour trouver une solution diplomatique.

Le groupe MR-OpenVLD accorde toute sa confiance au gouvernement fédéral en général, au Premier ministre et à la ministre des Affaires étrangères en particulier, pour trouver une issue au traitement intolérable subi par notre compatriote, obtenir les meilleurs résultats et le retour d'Olivier Vandecasteele.

Nous sommes convaincues qu'ils ont à cœur de ne pas porter atteinte à nos valeurs démocratiques ni à la sécurité des citoyens, et que les moyens diplomatiques qu'ils déploient et déploieront respectent ces principes intangibles.

Vu le rejet de nos amendements sur ces points précis, le groupe MR-Open VLD ne peut soutenir la motion dans sa forme actuelle. C'est pour cette raison, mues par une volonté inébranlable qu'Olivier Vandecasteele retrouve rapidement les siens, que nous nous abstiendrons.

DECIDE

D'adopter la motion suivante :

Vu la Déclaration universelle des droits de l'homme du 10 décembre 1948 ;

Vu le Pacte international du 16 décembre 1966 relatif aux droits civils et politiques, auquel l'Iran est Etat partie ;

Vu le Pacte international du 16 décembre 1966 relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, auquel l'Iran est Etat partie ;

Vu la Résolution adoptée par le Conseil des droits de l'homme le 22 mars 2019 sur la situation des droits de l'homme en République islamique d'Iran ;

Vu la Résolution du Parlement européen du 6 octobre 2022 sur la mort de Mahsa Jina Amini et la répression des manifestants pour les droits des femmes en Iran ;

Vu les orientations de l'Union européenne en ce qui concerne la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants ;

Considérant que le travailleur humanitaire belge Olivier Vandecasteele, a été arrêté le 24 février 2022 pour des motifs fallacieux par les autorités iraniennes ;

Considérant qu'il s'agit d'une arrestation arbitraire et même d'une disparition forcée, selon Tlaleng Mofokeng, Rapporteuse spéciale sur le droit de toute personne de jouir du meilleur état de santé physique et mentale susceptible d'être atteint, Javaid Rehman, Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme en République islamique d'Iran, Aua Baldé (Présidente -Rapporteuse), Gabriella Citroni (Vice-présidente), Luciano Hazan, Angkhana Neelapajit, Grażyna Baranowska, Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires, ainsi que Michael Fakhri, Rapporteur spécial sur le droit à l'alimentation ;

Considérant que depuis 12 mois et malgré sa persévérance, l'ambassadeur belge n'a obtenu que 7 visites consulaires et sous haute surveillance ;

Considérant qu'Olivier Vandecasteele n'a pas la liberté d'évoquer les sujets qu'il souhaite lors de ces entretiens ;

Considérant que la santé physique et mentale de notre compatriote se dégrade

fortement ;

Considérant qu'Olivier Vandecasteele a informé les services consulaires qu'il avait comparu devant un tribunal à l'insu des autorités belges locales et de ses avocats iraniens, que son « avocat » désigné par le tribunal n'a jamais pris la parole pendant son « procès », qu'il a été condamné pour toutes les charges retenues contre lui sans avoir été autorisé à se défendre ;

Considérant qu'Olivier Vandecasteele avait entamé une grève de la faim à la mi-novembre ;

Considérant qu'Olivier Vandecasteele est toujours à l'isolement complet depuis plus de 295 jours et qu'il est détenu dans des conditions inhumaines, ce qui est considéré comme de la torture par les Nations unies et Amnesty International ;

Considérant qu'Olivier Vandecasteele a été condamné le 14 décembre 2022 à une peine effective d'au moins 12,5 ans de prison et 74 coups de fouet;

Considérant que les droit à un procès équitable et à un traitement humain, ainsi que le droit international en la matière sont ignorés;

Considérant la mobilisation citoyenne en soutien à Olivier Vandecasteele, notamment au travers d'une pétition ayant recueilli plus de 65.000 signatures ;

Considérant la résolution adoptée à l'unanimité par la Chambre des représentants le 19 janvier 2023 visant la libération immédiate et inconditionnelle d'Olivier Vandecasteele ;

Le Conseil communal:

1. Condamne et déplore la détention arbitraire dont fait l'objet Olivier Vandecasteele ainsi que les conditions dans lesquelles celle-ci se déroule.
2. demande au Collège :
 - d'afficher notre soutien à Olivier Vandecasteele et à sa libération immédiate de manière visible par la pose d'une banderole dans un lieu symbolique comme la maison communale, un pilier de pont, ou tout autre bâtiment visible ;
 - de publier la présente motion le plus largement notamment sur la page d'accueil de son site internet et sur les réseaux sociaux ;
 - d'envoyer la présente motion aux autorités interpellées ci-dessous ;
3. demande :
 - À l'ambassadeur d'Iran en Belgique la libération immédiate et inconditionnelle d'Olivier Vandecasteele et de cesser tout traitement inhumain à son encontre.
 - Au Premier Ministre, au Ministre de la Justice et à la Ministre des Affaires étrangères d'explorer toutes les voies diplomatiques pour la libération d'Olivier Vandecasteele, tout en refusant d'une part de céder à toute demande consistant à livrer au régime iranien des opposants dont la vie serait ainsi menacée et, d'autre part, de ne pas transférer un terroriste, condamné à 20 ans de prison, qui aura purgé moins du quart de sa peine et qui sera libéré aussitôt transféré en Iran, pour y reprendre activement les activités criminelles du régime menées, par la terreur, tant à l'extérieur de l'Iran que contre sa population qui se révolte depuis des mois.
 - Au Premier Ministre, au Ministre de la Justice, à la Ministre des Affaires étrangères et aux autorités européennes compétentes de prendre une initiative internationale, par exemple sous la forme d'un nouveau traité pour autant qu'il respecte les conventions et la jurisprudence internationales ou d'une nouvelle déclaration internationale, contre les prises d'otages étatiques.
 - Au gouvernement fédéral et à l'ambassadeur de Belgique en Iran de

veiller à la dignité des conditions de détention d'Olivier Vandecasteele en renouvelant autant que possible les visites consulaires.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

24 votants : 22 votes positifs, 2 abstentions.

Abstentions : Martine Maelschalck, Cécile Henrard.

Secretariaat

Motie waarin de onmiddellijke en onvoorwaardelijke vrijlating van Olivier VANDECASTEELE in Iran wordt gevraagd

De raad,

Gelet op het voorstel tot motie ingediend door de fractie Liste du Bourgmestre (DéFI);

Gelet op de amendementen die de fractie MR-Open VLD heeft ingediend;

Gelet op het subamendement ingediend door de fractie Liste du Bourgmestre (DéFI) met betrekking tot amendement nr. 8;

- Amendement nr. 1, unaniem goedgekeurd;
- Amendement nr. 2, unaniem goedgekeurd;
- Amendement nr. 3, unaniem goedgekeurd;
- Amendement nr. 4, unaniem goedgekeurd;
- Amendement nr. 5, unaniem goedgekeurd;
- Amendement nr. 6, unaniem goedgekeurd;
- Amendement nr. 7, unaniem goedgekeurd;
- Amendement nr. 8, vervangen door het subamendement
 - • Subamendement goedgekeurd (22 stemmen VOOR, 2 stemmen TEGEN);
- Amendement nr. 9 wordt ingetrokken
- Amendement nr. 10 wordt ingetrokken

Amendement nr.	Tekst	Beslissing
1 (Toevoeging)	Gelet op de Universele Verklaring van de Rechten van de Mens van 10 december 1948;	Goedgekeurd
2 (Toevoeging)	Gelet op het Internationaal Verdrag van 16 december 1966 inzake de burgerrechten en politieke rechten, waarbij Iran partij is;	Goedgekeurd
3 (Toevoeging)	Gelet op het Internationaal Verdrag van 16 december 1966 inzake de economische, sociale en culturele rechten, waarbij Iran partij is;	Goedgekeurd

4 (Toevoeging)	Gelet op de resolutie die de Mensenrechtenraad op 22 maart 2019 heeft aangenomen over de situatie van de mensenrechten in de Islamitische Republiek Iran;	Goedgekeurd
5 (Toevoeging)	Gelet op de resolutie van het Europees Parlement van 6 oktober 2022 over de dood van Mahsa Jina Amini en de onderdrukking van vrouwenrechtendemonstranten in Iran;	Goedgekeurd
6 (Toevoeging)	Gelet op de richtsnoeren van de Europese Unie inzake foltering en andere wrede, onmenselijke of ontorende behandeling of bestraffing;	Goedgekeurd
7 (Wijziging)	Gezien het feit dat Olivier Vandecasteele half november een hongerstaking was begonnen,	Goedgekeurd

8 (Toevoeging) met subamendement	<p>De gemeenteraad:</p> <p>1. Veroordeelt en betreurt de willekeurige detentie van Olivier Vandecasteele en de omstandigheden waarin deze plaatsvindt.</p> <p>2. Vraagt aan de federale regering:</p> <p>a) alle mogelijke diplomatieke procedures toe te passen om Olivier Vandecasteele onmiddellijk vrij te krijgen;</p> <p>b) langs diplomatieke weg en in afwachting van zijn spoedige vrijlating ervoor te zorgen dat de omstandigheden waarin Olivier Vandecasteele wordt vastgehouden menswaardig zijn;</p>	Goedgekeurd zoals geamendeerd
9 (Wijziging)	<p>3. Verzoekt het College om:</p> <p>onze steun te betuigen voor Olivier Vandecasteele en zijn onmiddellijke vrijlating op een zichtbare manier, door een spandoek te plaatsen op een symbolische plaats zoals het gemeentehuis, een brugpijler of een ander zichtbaar gebouw;</p> <p>deze motie zo breed mogelijk te publiceren, met name op de homepage van zijn website en op de sociale netwerken;</p>	Ingetrokken
10 (Wijziging)	<p>Deze motie te verzenden naar de eerste minister, de minister van Justitie, de minister van Buitenlandse Zaken en de ambassadeur van Iran in België. + EU- autoriteiten</p>	Ingetrokken

De vergadering stemt over het geheel van de motie die de fractie Liste du Bourgmestre (DéFI) heeft ingediend en op die manier heeft geamendeerd:

- VOOR: 22 stemmen
- ONTHOUDINGEN: 2 stemmen

Rechtvaardiging uiteengezet tijdens de vergadering :

Hoewel de MR-OpenVLD-Fractie de willekeurige arrestatie en de onmenselijke omstandigheden van de detentie van Olivier Vandecasteele krachtig verwerpt, wenst zij amendementen in te dienen.

Het eerste doel is een aantal elementen van internationaal recht toe te voegen die de motie zouden versterken.

De andere zijn naar de geest vergelijkbaar met de resolutie die op 19 januari in het federale parlement unaniem werd aangenomen. Zij beantwoorden aan onze wens om ons niet voor of tegen een specifiek diplomatiek instrument uit te spreken. Dit geldt des te meer omdat het Constitutionele Hof nog geen standpunt over deze kwestie heeft ingenomen. Wij vinden dat dit geen gemeentelijk voorrecht is en vertrouwen erop dat de federale regering een diplomatieke oplossing vindt.

De MR-OpenVLD-fractie heeft het volste vertrouwen in de federale regering in het algemeen, de eerste minister en de minister van Buitenlandse Zaken in het bijzonder, om een oplossing te vinden voor de onduidelijke behandeling van onze landgenoot, om de beste resultaten en de terugkeer van Olivier Vandecasteele te verkrijgen.

Wij zijn ervan overtuigd dat zij ernaar streven onze democratische waarden en de veiligheid van onze burgers niet te ondermijnen, en dat de diplomatieke middelen die zij inzetten en zullen inzetten deze immateriële beginselen respecteren.

Gezien de verwerping van onze amendementen op deze specifieke punten kan de MR-OpenVLD-fractie de motie in haar huidige vorm niet steunen. Het is om deze reden, gedreven door een onwrikbare wens dat Olivier Vandecasteele spoedig met zijn familie wordt herenigd, dat wij ons zullen onthouden.

BESLIST

om de volgende motie aan te nemen:

Gelet op de Universele Verklaring van de Rechten van de Mens van 10 december 1948;

Gelet op het Internationaal Verdrag van 16 december 1966 inzake de burgerrechten en politieke rechten, waarbij Iran partij is;

Gelet op het Internationaal Verdrag van 16 december 1966 inzake de economische, sociale en culturele rechten, waarbij Iran partij is;

Gelet op de resolutie die de Mensenrechtenraad op 22 maart 2019 heeft aangenomen over de situatie van de mensenrechten in de Islamitische Republiek Iran;

Gelet op de resolutie van het Europees Parlement van 6 oktober 2022 over de dood van Mahsa Jina Amini en de onderdrukking van vrouwenrechtendemonstranten in Iran;

Gelet op de richtsnoeren van de Europese Unie inzake foltering en andere wrede, onmenselijke of ontorende behandeling of bestraffing;

Overwegende dat de Belgische hulpverlener Olivier Vandecasteele op 24 februari 2022 op valse gronden door de Iraanse autoriteiten is gearresteerd;

Aangezien het gaat om een willekeurige arrestatie en zelfs een gedwongen verdwijning volgens Tlaleng Mofokeng, speciaal rapporteur over het recht van eenieder om te genieten van de best mogelijke lichamelijke en geestelijke gezondheid, en Javaid Rehman, speciaal rapporteur over de situatie van de mensenrechten in de Islamitische Republiek Iran, Aua Baldé (voorzitter-rapporteur), Gabriella Citroni (vice-voorzitter), Luciano Hazan, Angkhana Neelapaijit, Grażyna Baranowska, werkgroep gedwongen of onvrijwillige verdwijningen, alsmede Michael Fakhri, speciaal rapporteur over het recht op voedsel;

Aangezien de Belgische ambassadeur gedurende 12 maanden en ondanks zijn volharding slechts 7 consulaire bezoeken heeft bekomen onder streng toezicht;
Overwegende dat Olivier Vandecasteele niet de vrijheid heeft om tijdens deze gesprekken de onderwerpen aan te snijden die hij wenst;
Gezien het feit dat de fysieke en mentale gezondheid van onze landgenoot sterk achteruitgaat;
Overwegende dat Olivier Vandecasteele de consulaire diensten heeft meegedeeld dat hij buiten medeweten van de plaatselijke Belgische autoriteiten en zijn Iraanse advocaten voor een rechtbank is verschenen, dat zijn door de rechtbank aangewezen 'advocaat' tijdens zijn 'proces' nooit het woord heeft gevoerd, dat hij voor alle tegen hem ingebrachte beschuldigingen is veroordeeld zonder dat hij zich heeft mogen verdedigen;
Gezien het feit dat Olivier Vandecasteele half november een hongerstaking was begonnen;
Overwegende dat Olivier Vandecasteele al meer dan 295 dagen in volledige isolatie zit en dat hij wordt vastgehouden in onmenselijke omstandigheden, hetgeen door de Verenigde Naties en Amnesty International als foltering wordt beschouwd;
Overwegende dat Olivier Vandecasteele op 14 december 2022 is veroordeeld tot een effectieve straf van ten minste 12,5 jaar gevangenisstraf en 74 zweepslagen;
Overwegende dat het recht op een eerlijk proces en een humane behandeling, evenals het internationaal recht hieromtrent worden genegeerd;
Gezien de mobilisatie van burgers om Olivier Vandecasteele te steunen, met name via een petitie waarbij meer dan 65.000 handtekeningen werden verzameld;
Gezien de op 19 januari 2023 unaniem door de Kamer van Volksvertegenwoordigers aangenomen resolutie voor de onmiddellijke en onvoorwaardelijke vrijlating van Olivier Vandecasteele;
De gemeenteraad:

1. Veroordeelt en betreurt de willekeurige detentie van Olivier Vandecasteele en de omstandigheden waarin deze plaatsvindt.
2. verzoekt het College om:
 - onze steun te betuigen voor Olivier Vandecasteele en zijn onmiddellijke vrijlating op een zichtbare manier, door een spandoek te plaatsen op een symbolische plaats zoals het gemeentehuis, een brugpijler of een ander zichtbaar gebouw;
 - deze motie zo breed mogelijk te publiceren, met name op de homepage van zijn website en op de sociale netwerken;
 - deze motie naar de volgende autoriteiten te sturen;
3. vraagt:
 - Aan de Iraanse ambassadeur in België om Olivier Vandecasteele onmiddellijk en onvoorwaardelijk vrij te laten en alle onmenselijke behandelingen tegen hem te staken.
 - Aan de eerste minister, de minister van Justitie en de minister van Buitenlandse Zaken om alle diplomatieke wegen te bewandelen voor de vrijlating van Olivier Vandecasteele, en daarbij enerzijds te weigeren toe te geven aan elk verzoek tot uitlevering aan het Iraanse regime van de tegenstander, waardoor zijn leven in gevaar zou komen, en anderzijds niet over te gaan tot de uitlevering van een tot 20 jaar gevangenisstraf veroordeelde terrorist, die minder dan een kwart van zijn straf zal hebben uitgezeten en die zal worden vrijgelaten zodra hij naar Iran wordt overgebracht om actief de criminele activiteiten van het regime te hervatten die door middel van terreur worden uitgevoerd, zowel buiten Iran als tegen de bevolking, die al maanden in opstand is.

- Aan de eerste minister, de minister van Justitie en de minister van Buitenlandse Zaken + de bevoegde Europese autoriteiten om een internationaal initiatief te nemen, bijvoorbeeld in de vorm van een nieuw verdrag, mits dit in overeenstemming is met de internationale verdragen en jurisprudentie of een nieuwe internationale verklaring, tegen de door de staat gesteunde gijzelingen.
- Aan de federale regering en de Belgische ambassadeur in Iran om toe te zien op de waardigheid van de detentieomstandigheden van Olivier Vandecasteele, door zoveel mogelijk nieuwe consulaire bezoeken vast te leggen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

24 stemmers : 22 positieve stemmen, 2 onthoudingen.

Onthoudingen : Martine Maelschalck, Cécile Henrard.

09.02.2023/A/0018

Secrétariat

Question orale de Madame Stéphanie Paulissen (DéFI) : Crèches communales – logiciel de gestion des inscriptions- report du 01/12/2022- report du 22/12/2022

Monsieur le Président,
Madame la Bourgmestre,
Mesdames et Messieurs les Échevin.e.s
Cher.e.s Collègues,

Pour de nombreux parents, l'inscription en milieu d'accueil peut être synonyme de parcours du combattant, et ce, tant en raison du nombre restreint de places en milieu d'accueil qu'en raison des démarches administratives à effectuer auprès de nombreux établissements.

Depuis septembre 2021, les crèches communales d'Auderghem offrent aux familles la possibilité d'inscrire leur.s enfant.s via un formulaire disponible sur le site internet de la Commune.

Nos questions sont les suivantes :

- Quel bilan tirez-vous de ce processus d'inscription ?
- Quel est le retour du terrain que vous avez quant à la facilité d'utilisation du logiciel utilisé?
- Quelles sont les statistiques disponibles via le logiciel? Pouvez-vous par exemple, quantifier le nombre de demandes que vous avez reçues par téléphone et par mail ainsi que le nombre d'entrées annuelles? Planifier les passages de section, les dates de fin de contrats est-il possible et permet-il d'anticiper la disponibilité de places ? Dans quel délai un parent reçoit-il une réponse par rapport à une demande d'inscription ?
- Comment les places disponibles sont-elles attribuées ?

Je vous remercie pour vos réponses.

Stéphanie PAULISSEN

Conseillère communale – Liste de la Bourgmestre (DéFI)

• **Réponse de Madame Florence Couldrey, Échevine :**

Madame la Conseillère communale,

Je vous remercie pour votre question.

En 2019, le Collège a décidé d'être audacieux et d'opter non seulement pour un logiciel d'inscription mais aussi pour un logiciel de gestion et de communication avec les parents.

Après avoir échangé avec d'autres communes pour identifier les options nécessaires, après avoir rencontré le CIRB ainsi que des développeurs, après avoir analysé les fonctionnalités de logiciels disponibles dans d'autres pays, et constaté qu'il n'existait aucun logiciel Petite Enfance aussi performant que ce que nous le souhaitions sur le marché belge francophone ; en 2020, le Collège a décidé de sélectionner une start-up belge qui était en train de développer un logiciel de centralisation des inscriptions.

Aujourd'hui, le logiciel TUTUTE devenu entre-temps BE KID est à la base le résultat du travail du concepteur et de la collaboration avec notre commune. Comme souhaité, le logiciel assure la centralisation des inscriptions, facilite la communication avec les parents, le travail des collaborateurs, permet d'optimiser les taux d'occupation ainsi que la gestion globale des crèches.

Désormais plus de 150 crèches travaillent avec le logiciel BE KID, à Bruxelles et en Wallonie. A Bruxelles, sur 19 communes, 13 pouvoirs organisateurs ont déjà de choisi de travailler avec le logiciel. Avant de se décider, certaines communes nous ont contacté pour recueillir notre avis.

Pour nous, le bilan est clairement positif.

Bien sûr, des améliorations sont toujours possibles. Le logiciel est en évolution constante car le concepteur vise l'excellence et est réactif aux demandes faites par les milieux d'accueil.

Concernant les inscriptions, le processus est rapide. Il ne demande que quelques minutes d'attention.

En un an, de septembre 2021 à septembre 2022 nous avons reçu 660 demandes d'inscription dont 635 en ligne et 25 via notre permanence téléphonique. Les familles en fracture numérique ont la possibilité de s'adresser à la permanence téléphonique pour que l'inscription soit introduite par un agent de la Petite Enfance.

Parmi les avantages du système :

- Une accessibilité 24h/24, 7 jours sur 7 ;
- Une seule démarche administrative (inscription en ligne) offrant une simplicité d'utilisation au lieu de 4 appels téléphoniques pour contacter chacune de nos crèches communales ;
- Les familles reçoivent instantanément une confirmation de leur demande d'inscription avec un numéro de dossier. Ensuite, au plus tôt dans les 15 jours et au plus tard dans le mois qui suit leur demande, une réponse leur est donnée ;
- En cas de réponse défavorable, la demande est automatiquement mise sur une liste d'attente. Cette liste d'attente peut être consultée par les directions de crèches. Le personnel administratif autorisé à accéder au logiciel peut obtenir un listing d'attente ordonné par ordre chronologique, intégrant les priorités de l'ONE reprises dans l'arrêté de mai 2019 (telle situation sociale, une fratrie, etc.), la date d'entrée souhaitée et l'âge de l'enfant. Le listing d'attente est automatiquement mis à jour : tous les 3 mois, un mail est envoyé aux parents afin de savoir s'ils veulent ou non rester sur la liste d'attente.

Le logiciel BE KID offre un gain de temps tant pour les parents que pour le personnel, mais ne permet pas de combler l'ensemble des attentes des familles.

Les principales questions remontant vers notre permanence téléphonique concernent le fait que les familles veulent savoir si elles ont une place et quand elles auront une place.

Les déceptions sont nombreuses... voici pourquoi :

Seules entre 10% et 15% des familles qui font une demande obtiennent une place en

crèche communale. Entre janvier 2022 et décembre 2022, 91 familles ont reçu une décision positive d'entrée dans l'une des 4 crèches communales. Un enfant reste en crèche entre 30 et 36 mois. Cela explique que les places se libèrent au compte-goutte. Par ailleurs, pour une famille dans l'attente d'une solution de garde pour leur enfant, il n'est pas nécessairement facile de comprendre que leur indiquer leur position sur la liste d'attente n'offre pas une information pertinente. Et ce, pour plusieurs raisons. Lorsqu'une place est disponible, elle est attribuée en fonction de l'ordre chronologique, en fonction des priorités reprises dans l'arrêté de mai 2019, en fonction de l'âge de l'enfant et en fonction de la date d'entrée souhaitée mentionnée par les parents. À titre d'exemple, si une place se libère dans la section des enfants de 5 mois, on ne peut pas y accueillir un enfant de 18 mois. Autre exemple : deux familles postulent pour une place pour un enfant de 9 mois. Suite à un désistement, une place pour un enfant de 9 mois se libère. Une famille est sur liste d'attente depuis des mois tandis que l'autre depuis 15 jours. Celle qui est en attente depuis 15 jours obtient la place car elle présente des difficultés sociales importantes. La réglementation de l'ONE prévoit que c'est la famille qui présente des difficultés sociales qui est prioritaire.

Par rapport aux disponibilités des places, le logiciel BE KID offre une réelle facilité de lecture.

Grâce à des codes couleurs sur un calendrier, le personnel communal peut rapidement voir à partir de quelle date une place à temps plein ou à temps partiel est disponible.

Concernant la planification des passages de section et des dates d'entrée et de sortie de l'enfant, les informations sont disponibles sur le logiciel mais elles à prendre à titre indicatif.

Pourquoi ? Pour nous, veiller au bien-être de l'enfant et à son évolution dans sa globalité est essentiel. De ce fait, un enfant ne change de section non pas parce qu'il était prévu qu'il change à tel moment, mais bien parce qu'il est prêt au niveau de ses capacités. Chaque enfant est différent. Ainsi, un enfant de 13 mois peut, en accord avec les parents, être amené à rester dans la section des bébés parce que son évolution psychomotrice est différente de « la norme ». De même, un parent peut indiquer lors de l'entrée en crèche que son enfant partira de la crèche à 3 ans, et se rendre compte qu'à 2,5 ans son enfant est prêt à rentrer en classe maternelle. En général, c'est 7 ou 8 mois avant un départ, que l'on sait quand une place sera disponible, sauf en cas de départ anticipatif pour cause de déménagement par exemple. Cela permet une planification efficace. Ceci assez honorable, lorsque l'on sait que certaines communes ont pour habitude de demander de rappeler quand l'enfant est né.

Un des atouts du logiciel est d'offrir une accessibilité d'un nombre important d'informations en temps réel. Tout membre du personnel qui a accès au logiciel dispose de la même information qui est mise à jour en temps réel. Un sacré atout, notamment pour les cas d'urgence.

Un exemple ? En cas de coupure d'électricité inopinée qui nécessite la fermeture exceptionnelle d'une crèche, le service administratif central peut rapidement prévenir les parents concernés. Le logiciel pouvant envoyer l'information en quelques minutes aux parents par sms, mail etc. Et le personnel autorisé peut accéder aux coordonnées des parents et aussi avertir les parents via un échange téléphonique.

En résumé, ce logiciel pratique, simple d'utilisation, facilite le travail des collaborateurs, offre des statistiques utiles, favorise gestion, la communication et est en évolution constante.

Le Conseil prend acte.

Secretariaat

Mondelinge vraag van mevrouw Stéphanie Paulissen (DéFI): Gemeentelijke kribben - software voor registratiebeheer- uitstel van 01/12/2022- uitstel van

22/12/2022

Geachte heer voorzitter,
Mevrouw de burgemeester,
Dames en heren
Beste collega's,

Voor veel ouders kan de inschrijving in de opvang een hindernis zijn, zowel vanwege het beperkte aantal opvangplaatsen als vanwege de administratieve procedures die bij veel instellingen moeten worden doorlopen.

Sinds september 2021 bieden de gemeentelijke kinderdagverblijven van Oudergem de mogelijkheid aan gezinnen om hun kinderen in te schrijven via een formulier dat beschikbaar is op de gemeentelijke website.

Onze vragen luiden als volgt:

- Wat is uw beoordeling van het registratieproces?
- Welke feedback heeft u uit het veld over het gebruiksgemak van de gebruikte software?
- Welke statistieken zijn beschikbaar via de software? Kunt u bijvoorbeeld het aantal verzoeken dat u telefonisch en per e-mail heeft ontvangen, alsmede het aantal jaarlijkse inschrijvingen kwantificeren? Is het mogelijk overgangen en einddata van secties te plannen en te anticiperen op de beschikbaarheid van plaatsen? Hoe snel ontvangt een ouder een antwoord op een inschrijvingsverzoek?
- Hoe worden de beschikbare plaatsen toegewezen?

Dank u voor uw antwoorden.

Stéphanie PAULISSEN

Gemeenteraadslid - Lijst van de burgemeester (DéFI)

• **Antwoord van mevrouw Florence Couldrey, Schepen:**

Mevrouw het gemeenteraadslid,

Dank u voor uw vraag.

In 2019 heeft het College besloten om doortastend op te treden en niet alleen te kiezen voor een inschrijvingssoftware, maar ook voor een beheers- en communicatiesoftware met de ouders.

Na uitwisseling met andere gemeenten om de nodige opties te identificeren, na ontmoetingen met het CIBG en ontwikkelaars, na analyse van de functionaliteiten van in andere landen beschikbare software, en na vaststelling dat er op de Franstalige Belgische markt geen software voor jonge kinderen beschikbaar was die zo efficiënt was als wij wilden; in 2020 besloot het College een Belgische start-up te selecteren die een software ontwikkelde voor de centralisatie van inschrijvingen.

Vandaag is de TUTUTE-software, die inmiddels BE KID is geworden, in feite het resultaat van het werk van de ontwerper en de samenwerking met onze gemeente. Naar wens centraliseert de software de inschrijvingen, vergemakkelijkt de communicatie met de ouders, vergemakkelijkt het werk van het personeel, optimaliseert de bezettingsgraad en het algemene beheer van de crèches.

Meer dan 150 kinderdagverblijven in Brussel en Wallonië werken nu met de BE KID-software. In Brussel hebben al 13 van de 19 gemeenten ervoor gekozen om met de software te werken. Alvorens te beslissen, hebben enkele gemeenten ons om advies gevraagd.

Voor ons is de balans duidelijk positief.

Natuurlijk zijn verbeteringen altijd mogelijk. De software evolueert voortdurend omdat de ontwerper streeft naar uitmuntendheid en inspeelt op de eisen van de

gastgemeenschap.

Het registratieproces verloopt snel. Het kost maar een paar minuten van je aandacht.

In één jaar, van september 2021 tot september 2022, ontvingen wij 660 registratieverzoeken, waarvan 635 online en 25 via onze telefonische hotline. Gezinnen met een digitale kloof kunnen de hotline bellen om de registratie door een ambtenaar te laten inleiden.

De voordelen van het systeem zijn

- Bereikbaarheid 24 uur per dag, 7 dagen per week;
- Een enkel administratief proces (online inschrijving) dat gebruiksgemak biedt in plaats van 4 telefoontjes om contact op te nemen met elk van onze gemeentelijke kinderdagverblijven;
- Gezinnen ontvangen direct een bevestiging van hun aanvraag met een dossiernummer. Vervolgens krijgen zij ten vroegste binnen 15 dagen en uiterlijk binnen een maand na hun verzoek een antwoord;
- Bij een negatief antwoord wordt de aanvraag automatisch op een wachtlijst geplaatst. Deze wachtlijst kan worden geraadpleegd door de beheerders van de crèche. Het administratief personeel dat toegang heeft tot de software kan een wachtlijst in chronologische volgorde verkrijgen, waarbij de prioriteiten van de ONE zoals bepaald in het decreet van mei 2019 (zoals sociale situatie, een broer of zus, enz.), de gewenste inreisdatum en de leeftijd van het kind worden geïntegreerd. De wachtlijst wordt automatisch bijgewerkt: om de 3 maanden krijgen de ouders een e-mail met de vraag of ze al dan niet op de wachtlijst willen blijven staan.

De BE KID-software bespaart tijd voor zowel ouders als personeel, maar voldoet niet aan alle verwachtingen van de gezinnen.

De belangrijkste vragen die bij onze hotline binnenkomen, zijn dat gezinnen willen weten of zij een plaats hebben en wanneer zij een plaats zullen hebben.

Er zijn veel teleurstellingen... hier is waarom:

Slechts 10% tot 15% van de gezinnen die zich aanmelden, krijgen een plaats in een gemeentelijke crèche. Tussen januari 2022 en december 2022 kregen 91 gezinnen een positieve beslissing om in een van de 4 gemeentelijke kinderdagverblijven in te stromen. Een kind verblijft in de crèche tussen 30 en 36 maanden. Dit verklaart waarom plaatsen slechts geleidelijk beschikbaar komen.

Anderzijds is het voor een gezin dat wacht op een oplossing voor kinderopvang niet noodzakelijk gemakkelijk te begrijpen dat het vertellen van hun positie op de wachtlijst geen relevante informatie biedt. Daar zijn verschillende redenen voor. Als er een plaats beschikbaar is, wordt deze toegewezen volgens de chronologische volgorde, volgens de prioriteiten die in de volgorde van mei 2019 zijn vermeld, volgens de leeftijd van het kind en volgens de door de ouders opgegeven gewenste datum van binnenkomst. Als er bijvoorbeeld een plaats vrijkomt in de afdeling voor 5 maanden, kan een kind van 18 maanden niet worden geaccepteerd. Een ander voorbeeld: twee gezinnen vragen een plaats aan voor een kind van 9 maanden. Na een terugtrekking komt er een plaats vrij voor een kind van 9 maanden. De ene familie staat al maanden op de wachtlijst, de andere pas 15 dagen. Het gezin dat al 15 dagen op de wachtlijst staat, krijgt de plaats omdat het aanzienlijke sociale problemen heeft. Volgens de ONE-verordeningen heeft het gezin met sociale moeilijkheden voorrang. De BE KID software is zeer gemakkelijk af te lezen met betrekking tot de beschikbaarheid van plaatsen.

Met behulp van kleurcodes op een kalender kan het gemeentepersoneel snel zien wanneer een voltijdse of deeltijdse functie beschikbaar is.

De informatie over de planning van de overgangen en de data van binnenkomst en vertrek van het kind is beschikbaar in de software, maar moet als een indicatie worden

beschouwd.

Waarom is dat zo? Voor ons is het essentieel om te zorgen voor het welzijn van het kind en zijn of haar ontwikkeling als geheel. Een kind gaat dus niet van de ene afdeling naar de andere omdat het gepland was dat hij/zij op dat moment zou veranderen, maar omdat hij/zij er qua capaciteiten klaar voor is. Elk kind is anders. Zo kan een kind van 13 maanden, in overleg met de ouders, gevraagd worden op de babyafdeling te blijven omdat zijn of haar psychomotorische ontwikkeling afwijkt van "de norm". Evenzo kan een ouder bij binnenkomst in de crèche aangeven dat zijn kind de crèche op 3-jarige leeftijd zal verlaten, om zich vervolgens te realiseren dat zijn kind op 2,5-jarige leeftijd klaar is om naar de kleuterklas te gaan. In het algemeen weten we pas 7 of 8 maanden voor een vertrek wanneer een plaats beschikbaar is, behalve in het geval van een vervroegd vertrek door bijvoorbeeld een verhuizing. Dit maakt een efficiënte planning mogelijk. Dat is heel eervol, aangezien sommige gemeenten de gewoonte hebben om te vragen om teruggeroepen te worden als het kind geboren is.

Een van de sterke punten van de software is dat deze in real time toegang biedt tot een grote hoeveelheid informatie. Elk personeelslid dat toegang heeft tot de software beschikt over dezelfde informatie, die in real time wordt bijgewerkt. Dit is een groot voordeel, vooral in noodgevallen.

Een voorbeeld? In geval van een onverwachte stroomonderbreking die de uitzonderlijke sluiting van een kinderdagverblijf vereist, kan de centrale administratieve dienst de betrokken ouders snel op de hoogte brengen. De software kan de informatie in een paar minuten naar de ouders sturen via sms, e-mail enz. En bevoegd personeel heeft toegang tot de contactgegevens van de ouders en kan de ouders ook via een telefooncentrale op de hoogte brengen.

Kortom, deze praktische, gebruiksvriendelijke software vergemakkelijkt het werk van de werknemers, biedt nuttige statistieken, bevordert het beheer en de communicatie en is voortdurend in ontwikkeling.

De Raad neemt akte.

09.02.2023/A/0019

Secrétariat

Question orale de Madame Carinne Lenoir (DéFI) à propos de l'ouverture partielle du domaine de Val Duchesse.

Monsieur le Président,
Madame la Bourgmestre,
Mesdames et Messieurs les Échevins
Chers Collègues,

Le 15 octobre 2019 dernier, le Collège auderghemois avait décidé de soutenir sur son territoire les aménagements qui contribuent au maillage vert et bleu que forme la Woluwe et de contribuer à sa continuité pédestre interrégionale et donc de prévoir une ouverture partielle du Domaine de Val Duchesse.

Dans cette décision, Auderghem avait indiqué avoir interpellé le Gouvernement bruxellois afin qu'il interpelle le Gouvernement fédéral et la Donation Royale pour entamer un dialogue sur l'ouverture partielle du domaine.

En juillet 2020, le Parlement bruxellois s'est prononcé en adoptant une résolution en faveur d'une ouverture partielle du domaine de Val Duchesse au public.

Le projet, toutefois, a du plomb dans l'aile. Dans une réponse à une interpellation de la députée bruxelloise Bianca De Baets (CD&V), Alain Maron (Écolo), ministre bruxellois de l'Environnement, a jugé que ce projet n'était pas "prioritaire" ajoutant

que “compte tenu des ressources limitées disponibles au sein de Bruxelles Environnement, aucune démarche n’a été entreprise auprès du gouvernement fédéral. Il s’agit là d’une décision incompréhensible pour mon groupe qui depuis de très nombreuses années défend une ouverture partielle de cet espace vert dans le respect de la biodiversité dense présente sur le site et dans un souci de bien-être de nos citoyens.

Mes questions sont donc les suivantes :

- Quelle est la position de la commune suite à cette décision ?
- La commune d’Auderghem a-t-elle été informée de la décision du Ministre de ne pas poursuivre le projet d’ouverture partielle du domaine de Val Duchesse préalablement aux sorties dans la presse ?
- Des concertations ont-elles eu lieu depuis la décision du Collège de 2019 ?
- Des nouvelles actions ou contacts vont-ils être entrepris auprès des autorités supérieures afin d’obtenir une ouverture partielle du site ?

Je vous remercie.

Carinne Lenoir

Liste de la Bourgmestre (DéFI)

Conseillère communale

• **Réponse de Madame Sophie de Vos, Bourgmestre :**

La commune a appris par la presse la décision du ministre de ne pas suivre la résolution adoptée par le parlement et le regrette. En effet, la volonté du dernier propriétaire des lieux était de faire profiter son parc au plus grand nombre lorsqu’il légua son domaine à la donation royale et cette volonté n’a jamais été respectée.

La commune multiplie depuis de nombreuses années les initiatives pour que soit à tout le moins déprivatisé le chemin de Woluwe (courriers, RV, demandes d’ouvertures temporaires...) et ne peut comprendre qu’un tel projet ne soit pas soutenu par le ministre en charge des espaces verts. En effet cette déprivatisation permettrait

- D’améliorer la mobilité douce entre Auderghem et les Etangs Mellaerts, tronçon actuellement desservi par une magnifique piste cyclable mais par un trottoir très étroit – et tronçon historiquement utilisé par les citoyens pour se rendre de Woluwe à Auderghem
- D’améliorer aussi la continuité du maillage bleu puisque la Woluwe qui traverse plusieurs communes entre WB et Vilvoorde serait à nouveau accessible sur ce tronçon
- D’augmenter les espaces verts au profit de tous les bruxellois

La donation royale est certes le propriétaire mais le soutien du ministre de tutelle de Bruxelles Environnement eut été un poids apprécié, en accord avec la résolution parlementaire et la demande de la commune.

Nous reprendrons donc notre bâton de pèlerin en recontactant la donation royale et mais aussi en réexpliquant bien le projet au ministre. En effet, sa réponse donnée récemment à la presse comme à la télévision bruxelloise laisse penser qu’il y a incompréhension : il n’envisage pas la gestion par Bruxelles Environnement de l’entièreté du parc de plusieurs hectares qui coûterait des millions dans une zone de Bruxelles déjà pourvue (je le cite) de nombreux espaces verts- alors que nous ne demandons que la déprivatisation d’une bande de terrain de quelques mètres de large sur 400 m de long.

Secretariaat

Mondelinge vraag van mevrouw Carinne Lenoir (DéFI) over de gedeeltelijke opening van het domein Hertoginnedal

Geachte heer voorzitter,
Mevrouw de burgemeester,
Dames en heren van de Raad
Beste collega's,

Op 15 oktober 2019 heeft het College van Oudergem beslist om de ontwikkelingen op zijn grondgebied die bijdragen tot het groene en blauwe netwerk gevormd door de Woluwe te ondersteunen en bij te dragen tot de interregionale voetgangerscontinuïteit ervan en dus te voorzien in een gedeeltelijke openstelling van het domein Hertoginnedal.

In dit besluit had Oudergem aangegeven dat het de Brusselse regering had gevraagd de federale regering en de Koninklijke Schenking te verzoeken een dialoog aan te gaan over de gedeeltelijke openstelling van het domein.

In juli 2020 nam het Brussels Parlement een resolutie aan om het domein Hertoginnedal gedeeltelijk open te stellen voor het publiek.

Het project zit echter in de problemen. In een antwoord op een vraag van Brussels parlements lid Bianca De Baets (CD&V) zei Alain Maron (Ecolo), Brussels minister van Leefmilieu, dat het project geen "prioriteit" was, en hij voegde eraan toe dat "gezien de beperkte middelen die binnen Leefmilieu Brussel beschikbaar zijn, er geen stappen zijn ondernomen bij de federale regering".

Dit is een onbegrijpelijk besluit voor mijn fractie, die al vele jaren een gedeeltelijke openstelling van deze groene ruimte verdedigt met het oog op de dichte biodiversiteit die op het terrein aanwezig is en uit zorg voor het welzijn van onze burgers.

Mijn vragen zijn daarom als volgt:

- Wat is het standpunt van de gemeente na dit besluit?
- Was de gemeente Oudergem vóór de persberichten op de hoogte van de beslissing van de minister om het project voor de gedeeltelijke openstelling van het domein Hertoginnedal niet door te zetten?
- Is er sinds het collegebesluit van 2019 overleg geweest?
- Zullen er nieuwe acties of contacten met hogere autoriteiten worden ondernomen om een gedeeltelijke openstelling van het terrein te verkrijgen?

Bedankt.

Carinne Lenoir
Lijst van de burgemeester (DéFI)
Gemeenteraadslid

• **Antwoord van mevrouw Sophie de Vos, burgemeester:**

De gemeente heeft uit de pers vernomen dat de minister heeft besloten de door het parlement aangenomen resolutie niet te volgen en betreurt dit. De laatste eigenaar van het terrein wilde namelijk zijn park voor zoveel mogelijk mensen toegankelijk maken toen hij zijn nalatenschap aan de koninklijke schenking naliet en deze wens is nooit gehonoreerd.

De gemeente neemt al jaren talrijke initiatieven om de Woluweweg te ontsluiten (brieven, vergaderingen, verzoeken om tijdelijke openingen, enz.) en begrijpt niet waarom een dergelijk project niet wordt gesteund door de minister die bevoegd is voor groenvoorzieningen. Deze deprivatisering zou het mogelijk maken

- De zachte mobiliteit verbeteren tussen Oudergem en de Mellaertsvijvers
- , een traject dat momenteel wordt bediend door een prachtig fietspad maar met een zeer smal trottoir - en een traject dat van oudsher door burgers wordt gebruikt om zich van Woluwe naar Oudergem te verplaatsen.
- De continuïteit van het blauwe netwerk verbeteren, aangezien de Woluwe, die verschillende gemeenten tussen Watermaal Bosvoorde en Vilvoorde doorkruist, op dit traject opnieuw toegankelijk zou zijn.
- Meer groenvoorzieningen ten behoeve van alle Brusselaars

Hoewel de Koninklijke Schenking de eigenaar is, zou de steun van de minister van Leefmilieu Brussel op prijs zijn gesteld, overeenkomstig de parlementaire resolutie en het verzoek van de gemeente.

Wij zullen daarom onze pelgrimsstaf weer ter hand nemen door contact op te nemen met de koninklijke schenking en ook door het project uit te leggen aan de minister. Uit zijn recente antwoord aan de pers en de Brusselse televisie blijkt inderdaad een gebrek aan begrip: hij denkt niet aan het beheer door Leefmilieu Brussel van het volledige park van enkele hectaren - wat miljoenen zou kosten in een wijk van Brussel die al voorzien is van (en ik citeer) talrijke groene ruimten - terwijl wij alleen vragen om de ontneming van een strook grond van enkele meters breed en 400 meter lang.

De Raad neemt akte.

09.02.2023/A/0020

Secrétariat

Question orale de Messieurs François Lebovy et Christian Grétry (ECOLOGROEN) : Subsidies mobilité

Monsieur le Président,
Madame la Bourgmestre,
Mesdames et Messieurs les Echevins,
Chers Collègues,

La mobilité et la sécurité impactent directement la qualité de nos vies. Les politiques de mobilité et de sécurité routière se révèlent donc fondamentales. De très nombreux acteurs sont concernés par leur mise en oeuvre, dont notamment les communes.

Le renforcement de la collaboration entre les 19 communes et la Région est un des piliers de cette vision.

Ainsi, une série de mécanismes de soutien financier a été élaborée par la Région à l'attention des communes afin de les stimuler à oeuvrer dans le sens d'une mobilité toujours plus durable et plus sûre.

En ce début du mois de février, les communes étaient donc appelées à remettre une candidature pour avoir accès à des subventions sur l'amélioration de la sécurité routière, notamment aux abords des écoles.

Un appel à projets est aussi lancé pour la mise en oeuvre de projets liés à la mobilité durable.

Nos questions sont les suivantes :

- La commune d'Auderghem va-t-elle participer à cet appel à projets ?
- Si oui, quels types de projets sont-ils proposés ?
- Les subsides sont aussi prévus pour les abords d'école. Pour Auderghem, pourriez-vous nous dire quelles écoles seront concernées ?

Nous vous remercions pour vos réponses.

• **Réponse de Monsieur Matthieu Pillois, Échevin :**

Monsieur le Conseiller,

Le 17 novembre dernier, nous avons effectivement reçu de la part de la Région bruxelloise le nouveau guide de subsides en matière de mobilité et de sécurité routière.

Nouveautés par rapport à l'année dernière, les dossiers de subsides devaient être rentrés pour le 1^{er} février et non plus le 1^{er} mars et les projets demandant un permis d'urbanismes devaient l'avoir obtenu avant l'introduction du dossier de candidature. Ces deux nouveaux critères ont largement été contestés par les communes lors des réunions de préparation, mais la Région n'a pas souhaité dévier de sa ligne. Je le regrette, car cela impacte le nombre de dossiers que l'on a pu introduire cette année et diminue de facto le nombre de projets réalisables en 2023.

Nous avons introduit 4 dossiers de demande de subsides : 2 en sécurité routière et 2 en équipements et infrastructures.

En matière de sécurité routière, et comme vous l'avez constaté au moment du vote du budget 2023, nous avons choisi de nous focaliser sur une amélioration de la sécurité routière aux abords des écoles. Nous avons donc demandé un subside de 24.400€ pour le remplacement de l'ensemble des passages piétons devant les écoles par de nouveaux passages piétons, en thermocollés, avec des microbilles de verre intégrées ainsi qu'avec des plots réfléchissants. Ces nouveaux passages permettront une meilleure visibilité des passants. Dans ce même dossier, nous avons fait la demande de feux de signalisation comportementaux dits « à l'espagnole » que nous placerons avenue Chaudron et Avenue du Parc de Woluwe. Ces feux intelligents passent automatiquement au rouge si la vitesse autorisée dans la rue est dépassée par un automobiliste.

Un autre dossier de subside a été également introduit afin d'augmenter la surface du parvis d'entrée de la section maternelle du centre scolaire du Souverain. 14m2 de trottoirs supplémentaires sont ainsi prévus. Le montant du subside demandé est de 20.000€.

Concernant les subsides en équipements et infrastructures, nous avons introduit comme chaque année la demande de 8 nouveaux box à vélos sécurisés pour un montant de 20.000€. Ils seront disposés dans les rues où la demande de places est la plus forte actuellement. Enfin, nous avons introduit une demande d'un subside de 38.000€ pour la création de 50 emplacements de stationnement pour véhicules de micromobilité partagée.

Nous devrions recevoir les informations sur la sélection ou non de nos projets pour le 17 avril au plus tard de la part de la Région.

J'espère avoir pu répondre à vos questions.

Matthieu PILLOIS

Le Conseil prend acte.

Secretariaat

Mondelinge vraag van de heren François Lebovy en Christian Grétry (ECOLOGROEN) : Mobiliteitssubsidies

Geachte heer voorzitter,

Mevrouw de burgemeester,

Dames en heren van de Raad,

Beste collega's,

Mobiliteit en veiligheid zijn rechtstreeks van invloed op de kwaliteit van ons leven.

Het beleid inzake mobiliteit en verkeersveiligheid is dus van fundamenteel belang. Bij de uitvoering ervan zijn vele actoren betrokken, waaronder de gemeenten.

Een van de pijlers van deze visie is de versterking van de samenwerking tussen de 19 gemeenten en het Gewest.

Daarom heeft het Gewest een reeks financiële steunmechanismen voor de gemeenten ontwikkeld om hen te stimuleren te werken aan een steeds duurzamere en veiligere mobiliteit.

Begin februari werden de gemeenten daarom opgeroepen een aanvraag in te dienen om toegang te krijgen tot subsidies voor het verbeteren van de verkeersveiligheid, met name rond scholen.

Er wordt ook een projectoproep gelanceerd voor de uitvoering van projecten in verband met duurzame mobiliteit.

Onze vragen luiden als volgt:

- Zal de gemeente Oudergem deelnemen aan deze projectoproep?
- Zo ja, welke soorten projecten worden voorgesteld?
- Er zijn ook subsidies voorzien voor schoolbenaderingen. Kunt u ons voor Oudergem vertellen om welke scholen het gaat?

Dank u voor uw antwoorden.

• **Antwoord van de heer Matthieu Pillois, Schepen :**

Raadslid,

Op 17 november ontvingen wij van het Brussels Gewest de nieuwe gids voor mobiliteits- en verkeersveiligheidssubsidies.

Nieuw in vergelijking met vorig jaar was dat subsidieaanvragen uiterlijk op 1^{er} februari in plaats van op 1^{er} maart moesten worden ingediend en dat projecten waarvoor een bouwvergunning nodig was, deze moesten hebben verkregen voordat de aanvraag werd ingediend. Deze twee nieuwe criteria werden tijdens de voorbereidende vergaderingen door de gemeenten sterk betwist, maar het Gewest wilde niet van zijn lijn afwijken. Ik betreur dit, omdat het gevolgen heeft voor het aantal aanvragen dat dit jaar kan worden ingediend en de facto het aantal projecten dat in 2023 kan worden uitgevoerd, vermindert.

Wij hebben 4 subsidieaanvragen ingediend: 2 voor verkeersveiligheid en 2 voor materieel en infrastructuur.

Op het gebied van verkeersveiligheid, en zoals u bij de stemming over de begroting 2023 hebt gezien, hebben wij ervoor gekozen ons te richten op het verbeteren van de verkeersveiligheid rond scholen. Daarom hebben wij een subsidie van 24.400 euro aangevraagd om alle zebapaden voor de scholen te vervangen door nieuwe zebapaden van thermisch gebonden materiaal met geïntegreerde glaspereels en reflecterende noppen. Deze nieuwe oversteekplaatsen zullen de zichtbaarheid van voorbijgangers verbeteren. In ditzelfde dossier hebben wij gevraagd om "Spaanse lichten", die op de Chaudronlaan en de Woluwelaan zullen worden geïnstalleerd. Deze intelligente verkeerslichten gaan automatisch op rood als een automobilist de maximumsnelheid in de straat overschrijdt.

Ook is een subsidieaanvraag ingediend om de oppervlakte van de ingang van het kleutergedeelte van het schoolcentrum Souverain te vergroten. Een extra 14 m² bestrating is gepland. De gevraagde subsidie bedraagt 20.000 euro.

Wat de subsidies voor uitrusting en infrastructuur betreft, hebben wij, zoals elk jaar, de aanvraag ingediend voor 8 nieuwe beveiligde fietsboxen voor een bedrag van 20.000 euro. Zij zullen worden geplaatst in de straten waar de vraag naar plaatsen momenteel het grootst is. Ten slotte hebben wij een subsidieaanvraag van 38.000 euro ingediend voor de aanleg van 50 parkeerplaatsen voor gedeelde

micromobilitéitsvoertuigen.

Wij zouden uiterlijk op 17 april van het Gewest te horen moeten krijgen of onze projecten zijn geselecteerd.

Ik hoop dat ik uw vragen heb kunnen beantwoorden.

Matthieu PILLOIS

De Raad neemt akte.

09.02.2023/A/0021

Secrétariat

Question orale de Mesdames Martine Maelschalck et Cécile Henrard (MR-OpenVLD) à propos de la politique auderghemoise relative à l'occupation des cellules commerciales

Monsieur le Président,
Madame la Bourgmestre,
Mesdames et Messieurs les Echevins,
Chers Collègues,

La presse nous rappelle régulièrement le défi que représente la gestion des surfaces commerciales inoccupées, en région bruxelloise ou ailleurs. Il s'agit, en effet, d'une problématique importante, tant la vitalité des noyaux commerciaux s'avère positive pour les quartiers environnants.

Le rôle des communes en ce qui concerne les initiatives destinées à favoriser l'occupation des cellules vides est dès lors primordial. Nous constatons d'ailleurs que certaines d'entre elles accélèrent la mise en place de projets en ce sens, à l'instar d'Etterbeek, comme nous avons pu le constater dans les médias, il y a quelques jours.

Dans ce cadre, nos questions sont donc les suivantes :

- Actuellement, combien y a-t-il de surfaces commerciales vides à Auderghem et quel pourcentage cela représente-t-il à l'échelle de la commune ? Pouvez-vous également nous informer quant à l'évolution de ces données sur les dernières années ?
- Au quotidien, de quelle manière les autorités communales suivent-elles l'évolution des cellules vacantes ?
- Quelles sont les actions concrètes déjà mises en place ou prévues afin de lutter contre les cellules commerciales vides ?
- Quelles sont les initiatives prises par la commune dans l'optique d'attirer une offre commerciale diversifiée et de qualité sur son territoire ?
- Finalement, quelles collaborations initiez-vous dans ce but avec les différents niveaux de pouvoir compétents, mais également avec les secteurs entrepreneuriaux et associatifs ?

Nous vous remercions.

Martine Maelschalck et Cécile Henrard, conseillères communales MR-Open VLD

Réponse de Madame Élise Willame, Échevine :

Madame la conseillère,

Je vous remercie pour votre question.

Les dernières données en ma possession liées aux surfaces commerciales vides datent de 2020 et indiquent une trentaine de surfaces vides. La plupart de ces cellules se situent sur le liseré commercial qu'est la chaussée de Wavre.

Ces chiffres sont à nuancer avec les visites de terrain organisées par le service des taxes. En effet, dans la pratique il ressort que de nombreux d'entre-eux ont changé d'affectation et se sont transformé en logement. De plus, de nombreux rez-de-chaussée situés dans le périmètre du projet immobilier WASTRA sont actuellement vides, mais ne le seront bientôt plus.

Au quotidien, comme je vous l'expliquais, le service des taxes organise régulièrement des visites de terrain dans les quartiers pour effectuer un recensement que ce soit des logements ou des rez-de-chaussée vides. Parallèlement à cela, les équipes de Hub Brussels effectuent le même type de recensement et nous fournissent des graphiques à propos de l'évolution et de la localisation des cellules vides.

Ces chiffres précieux nous aident à orienter les quelques candidats potentiels qui prennent rendez-vous avec le service de l'Économie locale pour envisager une installation à Auderghem.

Par ailleurs, l'accompagnement des candidats commerçants se fait aussi via la cellule « Retail » de hub.brussels qui aboutit à occuper des cellules vides en y installant une nouvelle offre commerciale.

Néanmoins, il est clair que nous ne sommes pas toujours informés de l'ouverture d'un commerce et que l'établissement d'un listing à jour et précis est un travail de longue haleine réalisé par le service de l'Économie locale.

Je partage évidemment votre constat, les cellules vides empêchent le dynamisme commercial et n'offre pas une très belle vitrine (c'est le cas de le dire) à nos quartiers commerciaux.

Pour tenter de lutter contre ce phénomène, nous utilisons tout d'abord un système de taxation lorsque le rez-de-chaussée est toujours répertorié comme cellule commerciale. Le montant de la taxe est de 15 euros/m² la première année et est d'application après un an de vacance. Si l'affectation de celui-ci a changé, nous ne pouvons plus rien faire.

Il y a quelques mois, suite à une longue vacance d'un rez-de-chaussée commercial, j'avais pris contact avec le propriétaire pour lui proposer une collaboration avec des artistes auderghemois afin que ces derniers puissent exposer des œuvres. Malheureusement, le propriétaire avait décliné la proposition.

Pour l'avenir, nous pensons sensibiliser les propriétaires en leur adressant un courrier qui leur proposerait une alternative à la taxe, comme par exemple la possibilité de créer un magasin à l'essai comme la formule « Auberge espagnole » proposée par Hub Brussels ou encore la collaboration avec des artistes.

Pour permettre une certaine « attractivité » commerciale sur Auderghem, des leviers communaux sont déjà activés comme la suppression de la taxe sur les terrasses ou la diminution de la taxe sur les enseignes.

Je profite aussi de cette réponse pour vous informer que la commune possède dans sa régie foncière 6 rez-de-chaussée, tous situés sur la chaussée de Wavre. Deux d'entre eux sont occupés par la Croix Rouge (épicerie sociale et vestiboutique), un par la halte-garderie, un par l'asbl le Grès pour le projet Babelzin, un par un magasin de vêtements et un dernier actuellement vide dont les travaux sont programmés afin de le remettre sur le marché locatif.

Par ailleurs, avant la crise sanitaire, nous avons mis à disposition l'ancien local de la bibliothèque Néerlandophone à une commerçante proposant un projet d'économie circulaire (vente de matériel de puériculture en seconde main). Malheureusement ce beau projet n'a pas survécu à la crise sanitaire. Il n'en reste pas moins que la volonté du collège reste de promouvoir le commerce de proximité en mettant à disposition les rez-de-chaussée de sa propriété à des projets innovants et permettant de créer du lien dans nos quartiers.

Pour terminer, je vous confirme que notre commune profite d'une collaboration étroite avec les services de Hub Brussels à propos de la grande question stratégique qu'est l'offre commerciale et le soutien aux commerces d'Auderghem.

Secretariaat

Mondelinge vraag van Mevrouw Martine Maelschalck en Mevrouw Cécile Henrard (MR-openVLD) over het beleid van Oudergem inzake de bezetting van commerciële cellen

Geachte heer voorzitter,
Mevrouw de burgemeester,
Dames en heren van de Raad,
Beste collega's,

De pers herinnert regelmatig aan de uitdaging van het beheer van leegstaande commerciële ruimte, in het Brusselse Gewest of elders. Dit is inderdaad een belangrijke kwestie, aangezien de vitaliteit van commerciële centra zo positief is voor de omliggende buurten.

De rol van de gemeenten met betrekking tot initiatieven ter bevordering van de bezetting van lege cellen is derhalve van essentieel belang. Wij stellen ook vast dat sommige van hen de uitvoering van projecten in die zin versnellen, naar het voorbeeld van Etterbeek, zoals wij enkele dagen geleden in de media hebben kunnen zien.

In dit verband luiden onze vragen als volgt:

- Hoeveel handelspanden staan er momenteel leeg in Oudergem en welk percentage vertegenwoordigt dit op gemeentelijk niveau? Kunt u ons ook informeren over de ontwikkeling van deze gegevens in de afgelopen jaren?
- Hoe controleert het gemeentebestuur dagelijks de ontwikkeling van leegstaande cellen?
- Welke concrete maatregelen zijn reeds genomen of gepland om lege commerciële cellen te bestrijden?
- Welke initiatieven heeft de gemeente genomen om een gediversifieerd en kwalitatief hoogstaand commercieel aanbod op haar grondgebied aan te trekken?
- Tot slot, welke samenwerking initieert u met de verschillende bevoegde overheidsniveaus, maar ook met de ondernemers- en verenigingssector?

Wij danken u voor uw steun.

Martine Maelschalck en Cécile Henrard, MR-Open VLD gemeenteraadsleden

Antwoord van mevrouw Elise Willame, Schepen:

Raadslid,

Dank u voor uw vraag.

De laatste gegevens waarover ik beschik met betrekking tot lege commerciële oppervlakten dateren van 2020 en wijzen op ongeveer dertig lege oppervlakten. De meeste van deze cellen bevinden zich op de commerciële strip die de Waversesteenweg is.

Deze cijfers moeten worden genuanceerd aan de hand van de door de belastingdienst georganiseerde bezoeken ter plaatse. In de praktijk blijkt dat veel van deze gebouwen een andere bestemming hebben gekregen en zijn omgevormd tot woningen. Bovendien staan vele benedenverdiepingen in de omtrek van het WASTRA-vastgoedproject momenteel leeg, maar dat zal binnenkort niet meer het geval zijn.

Zoals ik u heb uitgelegd, legt de belastingdienst regelmatig bezoeken af in de wijken om een telling uit te voeren van zowel de woningen als de leegstaande begane grond. Tegelijkertijd voeren de teams van hub.brussels hetzelfde soort onderzoek uit en verstrekken zij ons grafieken over de evolutie en de plaats van de lege cellen.

Deze waardevolle cijfers helpen ons om de weinige potentiële kandidaten die een afspraak maken met de dienst Lokale Economie te begeleiden om zich in Oudergem te vestigen.

Daarnaast wordt de ondersteuning van kandidaat-retailers ook verzorgd via de eenheid "Retail" van hub.brussels, waardoor lege cellen worden bezet door de installatie van een nieuw commercieel aanbod.

Het is echter duidelijk dat wij niet altijd op de hoogte zijn van de opening van een bedrijf en dat het opstellen van een bijgewerkte en nauwkeurige lijst een werk van lange adem is dat door het departement Plaatselijke Economie wordt uitgevoerd.

Ik ben het uiteraard eens met uw opmerking dat lege cellen de commerciële dynamiek verhinderen en niet bepaald een mooie etalage (het is de zaak om het te zeggen) vormen voor onze handelswijken.

Om dit tegen te gaan, wordt eerst een systeem van belastingheffing toegepast wanneer de begane grond nog als commerciële eenheid te boek staat. De belasting bedraagt 15 euro/m² in het eerste jaar en geldt na een jaar leegstand. Als het gebruik van de begane grond is veranderd, kunnen we niets meer doen.

Een paar maanden geleden, na een lange leegstand van een commerciële benedenverdieping, nam ik contact op met de eigenaar om een samenwerking met lokale kunstenaars voor te stellen zodat zij hun werk konden tentoonstellen. Helaas wees de eigenaar het voorstel af.

Voor de toekomst denken wij eraan de eigenaars te sensibiliseren door hen een brief te sturen waarin een alternatief voor de belasting wordt voorgesteld, zoals de mogelijkheid om een proefwinkel op te richten zoals de door hub.brussels voorgestelde formule "Auberge espagnole" of samen te werken met kunstenaars.

Om een zekere commerciële "aantrekkingskracht" in Oudergem mogelijk te maken, werden reeds gemeentelijke hefboomen geactiveerd, zoals de afschaffing van de belasting op terrassen of de vermindering van de belasting op uithangborden.

Ik zou ook van dit antwoord gebruik willen maken om u mede te delen dat de gemeente in haar kadaster 6 begane gronden heeft, alle gelegen aan de Waverssesteenweg. Twee ervan worden bezet door het Rode Kruis (sociale kruidenierswinkel en vestiaire), één door het kinderdagverblijf, één door de vzw Le Grès voor het project Babelzin, één door een kledingwinkel en één die momenteel leeg staat en waarvoor werkzaamheden zijn gepland om het opnieuw op de huurmarkt te brengen.

Bovendien hadden wij vóór de gezondheidscrisis de voormalige lokalen van de Nederlandstalige bibliotheek ter beschikking gesteld van een handelaar die een project van circulaire economie voorstelde (verkoop van tweedehands materiaal voor kinderopvang). Helaas heeft dit prachtige project de gezondheidscrisis niet overleefd. Toch blijft het college zich inzetten om de lokale handel te bevorderen door de begane grond van haar gebouwen beschikbaar te stellen voor innovatieve projecten die verbindingen in onze wijken tot stand brengen.

Tot slot wil ik bevestigen dat onze gemeente profiteert van een nauwe samenwerking met de diensten van hub.brussels op het belangrijke strategische punt van het commerciële aanbod en de ondersteuning van de bedrijven van Oudergem.

De Raad neemt akte.

09.02.2023/A/0022

Secrétariat

Question orale de Messieurs Ivo Van Ginneken et François Lebovy (Ecolo-Groen) sur les actions d'Auderghem pour contribuer à une sortie de la crise de l'asile

Monsieur le Président,
Madame la Bourgmestre,
Mesdames et Messieurs les conseillers communaux,
Chers collègues,

Comme vous l'avez sans doute tous lu dans les médias, une crise humanitaire se déroule actuellement dans notre capitale. Les demandeurs d'asile vivent dans les rues, dans les parcs et dans des bâtiments vides. Environ 3 000 personnes n'ont reçu aucune aide suite à leur demande d'abri. L'État belge a été condamné plus de 7.000 fois par le tribunal du travail de Bruxelles et les arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme obligeant la Belgique à héberger ces demandeurs d'asile ont afflué ces dernières semaines.

Cette situation est intenable sur le plan humain. Nous sommes conscients que le gouvernement fédéral est responsable de l'accueil des demandeurs d'asile. À Auuderghem, les demandeurs d'asile mineurs non accompagnés (appelés MENA) sont déjà hébergés par Fedasil dans une ancienne maison de repos. Nous espérons que la commune d'Auderghem pourra apporter son soutien. Après tout, lors du conseil communal du 1er mars 2018, la motion " commune hospitalière " a été approuvée.

Par conséquent, en tant que groupe Ecolo-Groen, nous nous posons les questions suivantes :

1. Quelle aide la commune apporte-t-elle à Fedasil ? De quelle manière y a-t-il coopération ?
2. La commune peut-elle accueillir un certain nombre de demandeurs d'asile, temporairement si nécessaire ?
3. La commune dispose-t-elle de bâtiments vacants qui peuvent être mis à la disposition de Fedasil ?
4. A l'approche de l'anniversaire du vote de la motion de 2018, pouvez-vous nous donner des informations sur les actions de soutien que la commune a mises en place pour les migrants mais aussi pour les hébergeurs ?

Merci pour vos réponses

• **Réponse de Madame Sophie de Vos et de Monsieur Didier Molders :**

Avant tout, je tiens à souligner que la crise d'accueil actuelle n'est pas seulement le résultat d'un afflux de migrants, mais aussi de lacunes organisationnelles qui ne peuvent être résolues que par les autorités et administrations responsables :

Fedasil, qui s'est retiré de nombreux refuges et qui, au contraire, s'efforce maintenant d'accroître sa capacité et son personnel...

Lorsque Fedasil nous a contactés pour l'ouverture du centre pour mineurs non accompagnés, ainsi que lorsque le Samusocial l'a fait, nous avons mis en place un groupe de travail communal pour veiller à ce que les résidents soient accueillis dans de bonnes conditions.

Nous sommes en contact régulier avec ce centre de transit pour mineurs de Fedasil.

En ce qui concerne le Samusocial, nous avons récemment eu une réunion avec les administrateurs de leur refuge au sujet du traitement des demandes de résidence de leurs résidents.

Selon un calendrier convenu avec le personnel du centre Fedasil, les activités et les sorties sont organisées et animées par notre équipe de gardiens de la paix. Ces activités permettent aux jeunes qui vivent au centre de se familiariser avec les codes de comportement et les coutumes. Ces rencontres créent un lien particulier avec les gardiens de la paix.

Pour le Samusocial, les jeunes adolescents participent aux activités de notre centre de jeunesse. Les équipes des services de prévention, notamment les CEMPA, sont en contact régulier avec le Samusocial. Par leur travail, qui se concentre principalement

sur une aide ponctuelle (par exemple, trouver une école pour les enfants) et un accompagnement, nos équipes sont un partenaire privilégié. Nous sommes toujours prêts à intervenir à la demande du personnel du Samusocial.

Nous avons également mis en place une procédure d'offres d'emploi et de sélection des candidats pour les postes vacants à Fedasil, en collaboration active entre l'équipe du secrétariat communal et le CPAS.

La commune n'a ni le pouvoir, ni le personnel, ni l'infrastructure pour remplacer Fedasil, le SPF Justice, etc. L'accueil des réfugiés n'est pas une tâche réservée aux bénévoles de bonne volonté disposant d'une connexion Internet, d'un lit, de café et de croissants. C'est pourquoi il existe des structures professionnelles efficaces comme la Croix-Rouge, le Samusocial, Caritas International et, même s'il est difficile d'y croire en ce moment, Fedasil.

Comme je viens de le mentionner, nous soutenons et travaillons avec le centre pour mineurs Fedasil et le foyer du Samusocial.

Nous avons également joué un rôle actif en accueillant plus de 250 Ukrainiens et en soutenant leurs familles d'accueil.

A ces nombreuses occasions, nous sommes allés au-delà de notre mission : organisation quotidienne et 7/7 des rencontres entre les hôtes et les familles d'accueil, séances d'information pour les familles d'accueil, développement d'une offre de cours, recherche de places pour les enfants en crèches et en écoles, organisation d'activités diverses par le Pavillon, séances d'information pour la recherche d'emploi, etc.

Ni le CPAS ni la commune ne disposent de bâtiments vacants pouvant être utilisés pour loger des réfugiés. Si des appartements communaux sont vacants, c'est parce qu'ils sont en cours de rénovation.

Ceci étant dit, l'appel à trouver une initiative locale d'accueil (ILA) a été entendu et le CPAS et la Régie foncière devraient discuter des possibilités de consacrer un futur appartement à une telle ILA.

L'adoption de la motion " Commune hospitalière " le 1er mars 2018 prévoit un bilan annuel dans le cadre du Forum des associations solidaires d'Auderghem.

Cette réunion a eu lieu le 17 janvier 2023.

Au cours de l'année écoulée, la commune a été présente sur tous les fronts en faveur des réfugiés d'Ukraine.

En 2022, la commune a participé à la mise en place de la plateforme d'accompagnement des professionnels et des familles d'accueil. Notre expertise juridique et sociale a été déployée. La commune a participé activement à l'ajout de propositions d'accueil sur la plateforme régionale " bemyguest " sur laquelle elle a mis en place 620 places d'accueil pour les réfugiés du 24/02/2022 au 31/10/2022.

La commune travaille en étroite collaboration avec l'ASBL "Le Pavillon", partenaire du Forum des associations solidaires d'Auderghem. Cette ASBL joue un rôle clé dans l'accueil des réfugiés. L'ASBL organise des réunions, des dîners, des moments d'échange, des cours de langue et d'autres activités pour les réfugiés dans la maison fournie par la commune.

Dans ce contexte, il est important de souligner que le Pavillon a obtenu le statut d'opérateur linguistique, financé et reconnu par la COCOF, qui lui permet de coopérer avec le BAPA (bureau d'accueil des primo-arrivants), chargé de mettre en œuvre le programme d'accueil obligatoire et gratuit en Région de Bruxelles-Capitale, dans le cadre d'une politique sociale visant à accroître leur participation sociale, économique et culturelle.

Depuis juin 2022, les services communaux de l'action sociale et de la population enregistrent et informent les nouveaux arrivants dans le cadre du programme d'intégration, en collaboration avec le BON (Bureau d'accueil bruxellois pour l'intégration) et le BAPA.

Le FASA finalise la préparation d'un dépliant qui informera, dans les langues les plus courantes, les personnes susceptibles d'avoir besoin de services utiles avant de

s'installer dans la commune.

Le Conseil prend acte.

Secretariaat

Mondelinge vraag van de heren Ivo Van Ginneken en François Lebovy (Ecolo-Groen) over de acties van Oudergem om bij te dragen aan een uitweg voor de asielcrisis

Geachte heer voorzitter,
Mevrouw de burgemeester,
Dames en heren, gemeenteraadsleden
Beste collega's,

Zoals u ongetwijfeld allemaal in de media gelezen hebt, vindt er op dit moment in onze hoofdstad een humanitaire crisis plaats. Asielzoekers leven op straat, in parken en in leegstaande gebouwen. Ongeveer 3.000 personen hebben geen hulp ontvangen na hun verzoek om opvang. De Belgische staat is meer dan 7000 keer veroordeeld door het Arbeidshof van Brussel en de uitspraken van het Europees Hof voor de Rechten van de Mens, die België verplichten deze asielzoekers te huisvesten, stromen de laatste weken binnen.

Deze situatie is onhoudbaar op menselijk vlak. Wij beseffen dat de federale regering verantwoordelijk is voor de opvang van asielzoekers. In Oudergem worden niet-begeleide minderjarige asielzoekers (de zogenaamde NBMV) al door Fedasil opgevangen in een voormalig rusthuis. Wij hopen dat de gemeente Oudergem haar steun kan uitbreiden. Op de gemeenteraad van 1 maart 2018 werd immers de motie "gastvrije gemeente" goedgekeurd.

Daarom hebben wij als fractie van Ecolo-Groen de volgende vragen:

1. Welke hulp biedt de gemeente aan Fedasil? Op welke manier wordt er samengewerkt?
2. Kan de gemeente, desnoods tijdelijk, een aantal asielzoekers opvangen?
3. Beschikt de gemeente over leegstaande gebouwen die aan Fedasil ter beschikking gesteld kunnen worden?
4. Kunt u, nu we de verjaardag van de stemming over de motie van 2018 naderen, informatie geven over de ondersteuningsacties die de gemeente heeft uitgevoerd voor migranten maar ook voor aanbieders van huisvesting?

Dank u voor uw antwoorden

• Antwoord van Sophie de Vos en Didier Molders

Eerts en vooral wil ik benadrukken dat de huidige opvangcrisis niet alleen het gevolg is van een toevloed van migranten, maar ook van organisatorische tekortkomingen die alleen door de verantwoordelijke overheden en besturen kunnen worden opgelost:

Fedasil, dat zich uit veel opvanglocaties heeft teruggetrokken en desgevallend nu moeite heeft zijn capaciteit en personeelsbezetting uit te breiden...

Toen Fedasil contact met ons opnam voor de opening van het centrum voor niet-begeleide minderjarigen, evenals toen Samusocial dat deed, hebben we een gemeentelijke taskforce opgericht om ervoor te zorgen dat de bewoners in goede omstandigheden werden opgevangen.

Wij staan regelmatig in contact met dit transitcentrum van Fedasil voor minderjarigen. Voor wat betreft de Samusocial hebben wij onlangs nog een vergadering gehad met de beheerders van hun opvangcentrum over de behandeling van verblijfsaanvragen van hun bewoners.

Volgens een met het personeel van het Fedasil-centrum overeengekomen planning

worden activiteiten en uitstapjes georganiseerd en geleid door ons team van gemeenschapswachters. Dankzij deze activiteiten kunnen de jongeren die in het centrum leven, vertrouwd raken met de gedragscodes en de gewoontes. Door deze ontmoetingen ontstaat een speciale band met de gemeenschapswachters.

Voor Samusocial nemen jonge adolescenten deel aan de activiteiten van ons jeugdhuis. De teams van de preventiedienst, en met name het Cempa, hebben regelmatig contact met de Samusocial. Door hun werk, dat voornamelijk gericht is op punctuele hulp (bijvoorbeeld het vinden van een school voor de kinderen) en begeleiding, zijn onze teams een bevoorrechte partner. Wij staan altijd klaar om in te grijpen als het personeel van Samusocial daarom vraagt.

We hebben ook een procedure opgezet voor jobsaanbieden en het selecteren van kandidaten voor vacatures bij Fedasil, in actieve samenwerking tussen het team van het gemeentesecretariaat en het OCMW.

De gemeente heeft noch de bevoegdheid, noch het personeel, noch de infrastructuur om Fedasil, de FOD Justitie te vervangen. De opvang van vluchtelingen is geen taak voor vrijwilligers met goede wil en een internetverbinding, een bed, koffie en croissants. Daarom zijn er efficiënte professionele structuren zoals het Rode Kruis, Samusocial, Caritas International en, ook al is het op dit moment moeilijk om erin te geloven, Fedasil.

Zoals ik net al zei, steunen wij en werken wij samen met het Fedasil-centrum voor minderjarigen en de opvangcentrum van Samusocial.

Wij hebben ook een actieve rol gespeeld bij de ontvangst van meer dan 250 Oekraïners en de ondersteuning van hun gastgezinnen.

Bij deze vele gelegenheden zijn wij verder gegaan dan onze opdracht : dagelijkse en 7/7 organisatie van ontmoetingen tussen gasten en opvanggezinnen, informatiesessies voor gastgezinnen, ontwikkeling van een cursusaanbod ~~Frans~~, het vinden van plaatsen voor kinderen in kribben en scholen, organisatie van diverse activiteiten door het Paviljoen, informatiesessies voor het zoeken naar werk, enz.

Noch het OCMW, noch de gemeente beschikt over leegstaande gebouwen die voor de huisvesting van vluchtelingen kunnen worden gebruikt. Als er gemeentelijke appartementen leeg staan, is dat omdat ze worden gerenoveerd

Dit gezegd zijnde, is de oproep om een lokale opvanginitiatief (LOI) te vinden gehoord en moeten het OCMW en de Grondregie de mogelijkheden bespreken om een of andere toekomstige appartement aan een dergelijke LOI te wijden.

De goedkeuring van de motie "Gastvrije gemeente" op 1 maart 2018 voorziet in een jaarlijkse evaluatie in het kader van het Forum van Solidariteitsverenigingen van Oudergem.

Deze bijeenkomst vond plaats op 17 januari 2023.

Gedurende het verleden jaar was de gemeente op alle fronten aanwezig ten gunste van de vluchtelingen uit Oekraïne.

In 2022 (twee duizend twee en twintig) heeft de gemeente deelgenomen aan de oprichting van het platform ter ondersteuning van professionals en gastgezinnen. Onze juridische en sociale deskundigheid werd ingezet. De gemeente heeft actief deelgenomen aan de toevoeging van opvangvoorstellen op het regionale platform "bemyguest" waarop zij van 24/02/2022 tot 31/10/2022 620 opvangplaatsen voor vluchtelingen heeft ingericht.

De gemeente werkt nauw samen met de VZW "Het Paviljoen", een partner van de Forum van Solidariteitverenigingen van Oudergem. Dit VZW speelt een sleutelrol in de opvang van vluchtelingen. De VZW organiseert in het door de gemeente beschikbaar gestelde huis bijeenkomsten, diners, uitwisselingsmomenten, taalcursussen en andere activiteiten voor de vluchtelingen.

In dit verband is het belangrijk erop te wijzen dat het Paviljoen de status van taaloperator heeft verkregen, gefinancierd en erkend door het COCOF, waardoor het kan samenwerken met het BAPA (onthaalbureau voor nieuwkomers), dat belast is met

de uitvoering van het verplichte en gratis opvangprogramma in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, in het kader van een sociaal beleid dat erop gericht is hun sociale, economische en culturele participatie te vergroten.

Sinds juni 2022 registreren en informeren de gemeentelijke diensten voor Sociale actie en Bevolking nieuwkomers in het kader van het integratieprogramma, in samenwerking met het BON (Brussels onthaalbureau voor inburgering) en het BAPA. Het FASA legt de laatste hand aan de opstelling van een folder die, in de meest gangbare talen, mensen informeert die voor hun vestiging in de gemeente nuttige diensten nodig kunnen hebben.

De Raad neemt akte.

09.02.2023/A/0023

Secrétariat

Question orale de Mesdames Martine Maelschalck et Cécile Henrard (MR-OpenVLD) à propos des repas des Cuisines bruxelloises

Monsieur le Président,
Madame la Bourgmestre,
Mesdames et Messieurs les Echevins,
Chers Collègues,

La presse du 16 janvier 2023 (La Capitale) s'est fait l'écho de critiques concernant la qualité du service proposé par les Cuisines bruxelloises, qui fournissent les repas dans nos écoles communales. Sans nous prononcer sur la fiabilité de la dénonciation, ni même sur la réponse surprenante donnée par un responsable des Cuisines bruxelloises - « S'il y avait un problème sanitaire on le saurait car ça toucherait des centaines d'enfants » -, nous pensons que c'est l'occasion de refaire le point sur les cantines scolaires dans notre commune.

En effet, lorsque nous avons posé une question lors du Conseil communal du 26 novembre 2020 à propos de l'enquête de satisfaction portant sur les Cuisines bruxelloises, l'Echevine de l'Enseignement nous avait indiqué qu'une rencontre, reportée pour cause de crise sanitaire, était prévue dès que possible. Ce serait également l'occasion de connaître les axes stratégiques du prestataire pour 2019-2024. Nos questions sont les suivantes :

- Cette réunion a-t-elle eu lieu ?
- Si oui, quels en ont été les principaux enseignements ?
- Comment s'effectuent les contrôles de la qualité des repas servis dans les écoles ?
- Les services de la commune sont-ils impliqués dans ce contrôle ?

Nous vous remercions,

Martine Maelschalck et Cécile Henrard, conseillères communales MR-Open VLD

• **Réponse de Madame Élise Willame, Échevine :**

Madame la conseillère,

Merci pour votre question.

Je débiterai cette réponse par une remise en contexte de la sortie de l'article mentionné. Celui-ci concernait l'activité du département Enfance (scolaire – crèche) dont la préparation des repas est réalisée sur la cuisine d'Anderlecht. Il s'agit d'un des

neuf sites de production des Cuisines, qui traite l'ensemble des repas scolaire, en attendant la rénovation du site à Haren. Selon les informations que nous avons reçues au Conseil d'Administration, il s'agit d'un cas d'une plainte d'un ancien collaborateur qui, après avoir agressé verbalement et physiquement un de ses collègues en novembre dernier, a été licencié pour fautes graves sans préavis.

Lorsque les Cuisines bruxelloises ont été averties de la sortie de cet article, le président du Conseil d'Administration a organisé une visite pour l'équipe de journaliste durant plus d'une heure, et ce sans pouvoir constater de problème de salubrité.

Pour ce qui est des contrôles, la Cuisine Centrale d'Anderlecht fait l'objet d'un contrôle mensuel sur les nuisibles, ainsi que de contrôles par l'AFSCA, Quality-Partner ainsi que de leur cellule qualité Hygiène qui effectue des contrôles réguliers. Le dernier rapport de l'AFSCA en octobre 2021 a donné un avis favorable sur cette question de l'hygiène et la dernière visite de l'AFSCA date du 23/01/23. Par ailleurs, des contrôles organisés par Brulabo sont réguliers et les comptes rendus sont envoyés systématiquement à la commune.

J'en viens à la question des contacts et réunion avec les écoles et associations de parents. Comme représentante de la commune d'Auderghem au CA des Cuisines bruxelloises, il me tient à cœur de porter la parole des familles, mais aussi du personnel de service. À ce titre, j'organise régulièrement des réunions avec les 4 associations de parents. La dernière en date s'est organisée en octobre dernier. Lors de celle-ci, les Cuisines bruxelloises ont pu proposer le nouveau plan alimentaire. Cette rencontre a permis aussi aux parents d'attirer l'attention sur le gaspillage alimentaire, le grammage des repas, la bonne utilisation des fours,.. La réunion s'est voulue constructive, mais il est certain que certains points restent à améliorer. Dans ce cadre, l'équipe des Cuisines a nommé une personne référente pour notre commune. Celle-ci réalise actuellement un tour des écoles pour rencontrer les équipes qui s'occupent du service des enfants. J'ai moi-même assisté à l'une d'entre elles et je peux vous dire que les informations relayées ont bien été prises en compte.

Enfin, je voudrais terminer cette réponse pour vous informer des projets en cours ; Le premier concerne la lutte contre le gaspillage alimentaire, un processus de quantification de ce dernier se déroulera après les congés de détente dans l'une de nos écoles. Les équipes sont informées et ont reçu les outils adéquats.

À la demande des parents, chacune des cantines s'est vue proposer un carnet de communication entre les écoles et les Cuisines pour faciliter la communication.

À la demande des parents toujours, un comité du goût s'est mis en place. Ainsi, plusieurs parents et moi-même avons pu goûter un plat dans les conditions réelles que connaissent les enfants. Ce projet va s'élargir à d'autres écoles.

Et enfin, pour favoriser les contacts entre les familles et l'équipe des Cuisines bruxelloises, des dates de visite de la cuisine d'Anderlecht seront prévues pour les parents volontaires.

Votre question me donne à penser qu'il serait intéressant d'organiser prochainement une réunion de commission et d'y inviter l'équipe des Cuisines bruxelloises pour vous présenter les axes stratégiques ainsi que le nouveau plan alimentaire proposé aux enfants.

Je vous remercie pour votre écoute.

Le Conseil prend acte.

Secretariaat

Mondelinge vraag van Mevrouw Martine Maelschalck en Mevrouw Cécile Henrard (MR-openVLD) over de maaltijden van de Brusselse Keukens

Geachte heer voorzitter,

Mevrouw de burgemeester,
Dames en heren van de Raad,
Beste collega's,

In de pers van 16 januari 2023 (La Capitale) werd kritiek geuit op de kwaliteit van de dienstverlening van Brussels Kitchens, die maaltijden levert aan onze plaatselijke scholen. Zonder in te gaan op de betrouwbaarheid van de aanklacht, of zelfs op het verrassende antwoord van een directeur van de Brusselse Keukens - "Als er een gezondheidsprobleem was, zouden we het weten, want het zou honderden kinderen treffen" -, denken we dat dit een gelegenheid is om de balans op te maken van de schoolkantines in onze gemeente.

Toen we tijdens de gemeenteraadsvergadering van 26 november 2020 een vraag stelden over het tevredenheidsonderzoek over de Brusselse Keukens, vertelde de locoburgemeester van Onderwijs ons inderdaad dat er zo snel mogelijk een vergadering was gepland die vanwege de gezondheids crisis was uitgesteld. Dit zou ook een gelegenheid zijn om kennis te nemen van de strategische koers van de provider voor 2019-2024.

Onze vragen luiden als volgt:

-Heeft deze vergadering plaatsgevonden?

-Zo ja, wat waren de belangrijkste lessen?

-Hoe worden de kwaliteitscontroles van schoolmaaltijden uitgevoerd?

- Zijn de plaatselijke autoriteiten bij deze controle betrokken?

Wij danken u voor uw steun,

Martine Maelschalck en Cécile Henrard, MR-Open VLD gemeenteraadsleden

• **Antwoord van mevrouw Elise Willame, Schepen:**

Raadslid,

Dank u voor uw vraag.

Ik zal dit antwoord beginnen met het artikel in zijn context te plaatsen. Het betrof de activiteit van de kinderafdeling (school - crèche), waarvan de maaltijden in de keukens van Anderlecht worden bereid. Dit is een van de negen productielocaties van de Keukens, die alle schoolmaaltijden verwerkt, in afwachting van de renovatie van de locatie in Haren. Volgens de informatie die wij bij de Raad van Bestuur hebben ontvangen, gaat het om een klacht van een voormalige werknemer die, nadat hij in november vorig jaar een van zijn collega's verbaal en fysiek had mishandeld, zonder opzegtermijn is ontslagen wegens ernstig wangedrag.

Toen de Keukens van Brussel op de hoogte werden gebracht van dit artikel, organiseerde de voorzitter van de Raad van Bestuur een bezoek van meer dan een uur voor het team van journalisten, zonder enige gezondheidsproblemen te kunnen vaststellen.

Wat de controles betreft, is de Centrale Keuken van Anderlecht onderworpen aan een maandelijkse controle op ongedierte, alsook aan controles door het FAVV, Quality-Partner en hun kwaliteitscel hygiëne, die regelmatig controles uitvoert. Het laatste FAVV-verslag van oktober 2021 gaf een gunstig advies over deze hygiënekwesitie en het laatste bezoek van het FAVV vond plaats op 23/01/23. Bovendien voert Brulabo regelmatig controles uit en worden systematisch verslagen naar de gemeente gestuurd. Dit brengt mij op de kwestie van de contacten en vergaderingen met scholen en ouderverenigingen. Als vertegenwoordiger van de gemeente Oudergem in de Raad van Bestuur van de Brusselse Keukens spreek ik graag in naam van de gezinnen, maar ook van het dienstpersoneel. Daartoe organiseer ik regelmatig bijeenkomsten met de vier ouderverenigingen. De meest recente werd afgelopen oktober gehouden. Tijdens deze vergadering konden de Brusselse Keukens het nieuwe voedselplan voorstellen. Tijdens deze bijeenkomst konden de ouders ook de aandacht vestigen op voedselverspilling, het gewicht van de maaltijden, het juiste gebruik van ovens, enz.

De vergadering was constructief, maar het staat vast dat bepaalde punten nog voor verbetering vatbaar zijn. In dit verband heeft het keukenteam een contactpersoon voor onze gemeente aangewezen. Deze persoon toert momenteel langs de scholen om de teams te ontmoeten die de kinderen bedienen. Ik heb zelf een van deze vergaderingen bijgewoond en ik kan u zeggen dat met de verstrekte informatie rekening is gehouden. Tot slot van dit antwoord wil ik u op de hoogte brengen van de lopende projecten; Het eerste betreft de strijd tegen voedselverspilling; een proces van kwantificering daarvan zal na de ontspanningsvakantie in een van onze scholen plaatsvinden. De teams zijn geïnformeerd en hebben de juiste instrumenten ontvangen.

Op verzoek van de ouders werd aan elk van de kantines een communicatieboekje tussen de scholen en de Keukens aangeboden om de communicatie te vergemakkelijken.

Op verzoek van de ouders werd een smaakcommissie opgericht. Zo konden verschillende ouders en ikzelf een gerecht proeven onder de reële omstandigheden die de kinderen ervaren. Dit project zal worden uitgebreid tot andere scholen.

En om het contact tussen gezinnen en het team van de Brusselse Keukens aan te moedigen, zullen er data voor bezoeken aan de keuken van Anderlecht worden gepland voor oudervrijwilligers.

Uit uw vraag maak ik op dat het interessant zou zijn om in de nabije toekomst een commissievergadering te organiseren en het team van Brussels Kitchens uit te nodigen om de strategische assen en het nieuwe voedselplan dat aan de kinderen wordt voorgesteld, voor te stellen.

Bedankt voor het luisteren.

De Raad neemt akte.

Levée de la séance à 22:00
Opheffing van de zitting om 22:00

Le Secrétaire communal,
De Gemeentesecretaris,

Le Président,
De Voorzitter,

Etienne Schoonbroodt

Didier Gosuin